

NIET O.K.
ACD/ 48
DAT: 19/1 '52
PAR: 63

6 25
cy 24 005.2
31 JAN 1952
ACD/ 129537

NOTA
VAN: KA-R.A.
AAN: HB(t.a.v. Hr. de Meijer)
No. E 1534. *Schoublad is vernietigd*
ONDERWERP: Overzicht betreffende de Comm. Pers in Frankrijk
(Nov. 1951).

1. Hierbij gelieve U aan te treffen een rapport genummerd 0912 dd. 5-12-51, dat een Overzicht behelst van de Communistische Pers in Frankrijk over de maand November '51.
2. Dit rapport is slechts voor interne circulatie bestemd.

BIJLAGE: 1

11-1-52, H

9 Meijer
18/1 '52 *W.S.*

B. 24.1 '52
Is dit niet hetzelfde als we
reeds van Sardinië gehad hebben?
Wel dezelfde, maar niet
hetzelfde ex. *f. 22.1.52*

No: 0912

5.12.51.

FRANCE

Communism

Review of the Communist Press in France - November 1951

SUMMARY

PART I - GENERAL

paras 1 - 9

PART II - STRENGTH

Paras 10 - 11

- A. PCF: losses in 3 municipal elections - para 10
- B. CGT: the C.G.T. keeps its electoral strength - para 11

PART III - ORGANISATION - paras 13 - 21

- A. PCF: new subscription rates - para 13
- B. Self education year; une bataille de masse - para 14
- Journées d'étude - para 15
- C. The party and its youth movement: crisis in the UJRF - para 16
GARAUDY advocates a return to the pre-war "jeunesse communiste"
LECOEUR attacks both Germany and the UJRF leaders.
- D. CGT: drive to increase membership - para 17
- E. Education: lagging behind - para 18
- F. Unification of civil servants Unions - para 19
- G. Congress of the communistecontrolled sports federation(F.S.G.T.)
paras 20 - 21.

PART IV - TACTICS - paras 22 - 60

- A. DUCLOS' speech at the anniversary rally of the October Revolution
para 22
MARTY at the same occasion - para 23
- B. Pierre COURTADE's foreign affairs articles - paras 24 - 29
- C. Meeting of peasant militants, Perigueux - para 30
- D. Press month - paras 31 - 33
- E. Contradiction in the Western Camp - paras 34 - 35
- F. Action against rearmament - paras 36 - 40
Activity of the National Workers Committee of Struggle against
the Remilitarisation of Germany - paras 36 - 38
German remilitarisation para 39
The Metalworkers and International action week - para 40.
- G. The American occupation - paras 41 - 44
- H. The Peace Movement - paras 45 - 48
- I. Propaganda in the army, Congrès des Jeunes Classes - paras 49 - 50
- J. PCF and the Socialist Party - paras 51 - 53
- K. Unity of Action - paras 54 - 60

PART V - COLONIAL ISSUES - paras 61 - 62

PART VI - INTERNATIONAL CONTACTS - paras 63 - 65

- A. International Economic Conference - para 63
- B. Northern Countries Peace Congress - para 64
- C. CGT delegation to the Soviet Union - para 65

PART VII - Charles FAVREL's letter to Mr. Smith - para 66

No: 0912

Date: 5.12.51.

F R A N C E

Communism

Review of the Communist Press in France - November 1951

PART I - GENERAL

1. La hausse du cout de la vie a stimulé le courant vers l'unité d'action de travailleurs, ce qui a permis aux communistes de remporter quelques succès dans ce domaine, dont le plus important est, sans aucun doute, le vote commun de tous les représentants de salariés à la Commission supérieure des conventions collectives demandant la révision du salaire minimum garanti. Ce vote a donné, pour la première fois, la majorité des voix à la Commission aux délégués de travailleurs.

2. La formation des sections syndicales uniques a fait quelques progrès, mais il se limite, pour le moment a des petites entreprises dont la plus importante, BERNARD-MOTEURS à Saint-Ouen, ne compte que 400 travailleurs.

3. Ce courant vers l'unité d'action était aussi visible aux élections des délégués du personnel. En effet, il faut noter à ces élections, quelques succès des candidats cégétistes malgré la baisse des effectifs de la C.G.T.

4. Toute fois, il ne faut pas déduire de ces succès que la force du P.C.F. accroit. (Au contraire, il semble que le PCF traverse une crise politique.) Aux élections municipales à Lorient (Morbihan), à Landreneau (Finistère) et à Trouville (Calvados) le P.C.F. a souffert des défaites.

5. Malaise est visible dans le domaine du travail parmi les jeunes. Les effectifs de l'U.J.R.F. diminuent d'une telle façon que les dirigeants communistes s'en inquiètent sérieusement. LECOEUR a attaqué Roger GARAUDY qui voit la solution de la crise dans l'incorporation de l'U.J.R.F. dans le parti, et la direction de l'U.J.R.F. qui ne comprend rien, et après LECOEUR, au travail de masse parmi la jeunesse.

6. Les communistes continuent la propagande contre le réarmement et la présence des troupes américaines en France. Tous les jours, on trouve dans leur presse des informations et des articles qui s'efforcent à souligner les préjudices multiples que ce réarmement et cette "occupation" porte aux intérêts des larges couches de la population française. L'aggravation du problème de logements par la nécessité de fournir des appartements aux nombreux officiers américains et à leurs familles occupe une place importante dans cette campagne de propagande.

7. Le mois de la presse a été inauguré le 15 novembre, mais il n'a pas l'air de marcher très bien.

8. L'année scolaire d'étude individuelle qui a commencé le 15 novembre est minutieusement organisée. Les programmes détaillés et des instructions précises sont publiés par les principaux organes du parti (Cahiers du Communisme, France Nouvelle).

9. Le P.C.F. fait un nouvel effort pour intensifier son travail parmi les paysans. Dans un discours prononcé à Périgueux, devant un meeting des militants paysans, Jacques DUCLOS, secrétaire général par intérim du parti, a recommandé de militer activement au sein de la C.G.A. qui n'est pas une organisation syndicale communiste, afin de l'amener à une action conforme au programme du P.C.F.

PART II - STRENGTH

A. P.C.F.

10. Tandis que pendant les récentes élections cantonales les communistes conservaient leur influence parmi les électeurs, les élections municipales qui ont eu lieu, le 25 novembre, à Lorient (Morbihan), à Landerneau (Finistère), et à Trouville (Calvados) ont apporté au P.C.F. leur première défaite électorale. En effet à Lorient les communistes perdent 2 sièges sur 13, à Landerneau ils perdent 3 sièges sur 5, et à Trouville ils sont écrasés. (Aurore du 27.11.51.)

B. C.G.T.

11. Malgré la baisse d'adhérents dont souffre indubitablement la C.G.T., sa force électorale ne diminue point; au contraire dans bien de cas la C.G.T. marque quelque progrès, dont voici quelques exemples:

Le 25 octobre, la S.N.C.F. (Chemins de fer) organisait des élections pour la désignation des délégués aux Comités mixtes de la Voie, par arrondissement. Voici les résultats de 35 arrondissements (sur 40):

Inscrits, 65.434, suffrages valablement exprimés, 57.682; C.G.R. 44.766 voix, 163 élus (77.57%); C.F.T.C. 8.039 voix, 14 élus (13.94%); F.O., 5.407 voix, 4 élus (9.38%).

12. Un autre succès a été remporté par la C.G.T. aux élections des délégués du personnel chez Citroën, dont le premier tour a eu lieu le 27.11.51., Les résultats de ces élections ont été les suivants: (l'Humanité du 29.11.51.)

"Par comparaison avec les élections de novembre 1950, elle gagne 1.400 voix, 6.56% des suffrages exprimés et le nombre de sièges obtenus par elle passe de 37 à 41, soit un gain de 4 sièges.

Les autres listes en présence qui avaient refusé les propositions faites par la C.G.T. pour la présentation d'une liste commune perdent toutes des voix ainsi que des sièges.

F.O. passe de 7 à 6 sièges, la C.F.T.C. de 6 à 5 sièges.

Il faut noter aussi le recul des "indépendants" qui de 1.144 suffrages passent à 810, soit une perte de 334 voix, et le nombre de leurs sièges tombe de 4 à 2."

PART III - ORGANISATION

A. P.C.F. Nouveau barème des cotisations

13. Georges GOSNAT, député de Charente-Maritime, administrateur et trésorier général du P.C.F., annonce (France Nouvelle du 3.11.51.) que:

"Le Comité Central a fixé dans sa dernière session du 18 Octobre le nouveau barème des cotisations du Parti. Ce barème

/qui sera applicable....

qui sera applicable à partir du 1er Janvier 1952, est le suivant:

Pour les camarades:

- sans ressources ou "économiquement faibles" 10fr
- dont le salaire mensuel est inférieur à 20.000 francs..... 50 fr.
- dont le salaire est compris entre 20.000 et 35.000 francs..... 100 fr.
- dont le salaire est supérieur à 35.000 francs 250 fr."

B. P.C.F Année d'étude individuelle

14. Après la mise au point publiée par le Secrétariat de la Fédération de la Seine du P.C.F. et concernant le plan de travail fédéral pour l'année d'étude individuelle (voire la revue de la presse communiste du mois d'octobre), Annie BESSIE, membre du Comité fédéral, fait de l'autocritique (France Nouvelle du 3.11.51.) et tire les enseignements suivants des premières manifestations d'activité dans ce domaine et déclare qu'il est indispensable.

- (1) d'élargir et d'approfondir la discussion dans toute la Fédération sur la nécessité de l'étude individuelle
- (2) d'élargir et d'approfondir la discussion dans toute la Fédération sur le contenu qu'on entend donner à cette étude.
- (3) de préciser la forme que l'on entend donner à l'étude
- (4) de préciser à qui s'adresse la recommandation d'étudier faite par le Comité Centrale.

Et Annie BESSIE conclut:

"Faire la bataille pour généraliser l'étude individuelle de Fils du peuple et des Oeuvres de Maurice THOREZ une bataille de masse à l'intérieur et à l'extérieur du Parti, tel apparaît à présent l'objectif à atteindre."

15. Les 10 et 11 novembre, se sont tenues à Ivry des journées d'étude sur le travail d'éducation consacrées à l'étude individuelle. L'hebdomadaire central du P.C.F. en souligne (France Nouvelle du 24.11.51.) quelques aspects tels qu'ils ont été exprimés dans le rapport de Georges COGNIOT, l'intervention de clôture de François BILLOUX et la discussion qui précéda celle-ci. Michel VANDEL, membre du Comité Central et secrétaire de la Fédération de la Seine et Oise, remarque un relâchement certain du travail d'éducation durant ces six derniers mois que les deux campagnes électorales ne peuvent suffire à expliquer. Le Travail idéologique, dit-il, est une nécessité permanente qui ne souffre de ralentissement. Marcel VERFEUIL, du Bureau fédéral du Rhone, constate que le choix des conseillers d'étude provoque de nombreuses discussions. Si l'on établit, dit-il, une liste de toutes les qualités nécessaires à un conseiller de ce type, on risque de n'en jamais trouver. CORDILLOT de l'Yonne souligne le fait que la pratique de l'étude individuelle s'avère particulièrement rentable dans les petites fédérations ou la population est très dispersée. Annie BESSIE, membre du Comité fédéral de la Seine, déclare que ce ne sont pas seulement les cadres qui doivent étudier, mais tous les militants du parti: pas seulement les communistes, mais tous ceux, communistes ou non, qui le désirent.

16. Depuis des mois la baisse continuelle des effectifs de l'U.J.R.D. inquiétait les dirigeants du P.C.F. qui en cherchaient les causes. On en discutait et on exprimait des critiques

/à tous les écolons.....

à tous les échelons. Récemment cette crise grave de la jeunesse communiste a éclaté au grand jour en haut lieu de la hiérarchie du P.C.F. Roger GARAUDY, membre du Comité Central et responsable de la Commission centrale de propagande, préoccupé par les problèmes de la jeunesse a adressé au Comité Central un rapport intitulé: "Quelques réflexions sur l'organisation de la jeunesse". Ce rapport, rédigé après une réunion du Comité fédéral du Tarn, GARAUDY remarque d'abord que dans ce département, avant guerre il y avait plus d'adhérents aux Jeunesses communistes qu'il y en a aujourd'hui dans l'U.J.R.F. Après l'analyse de cette situation, GARAUDY arrive à la conclusion de retour à l'appellation "Jeunesses communistes" et il déclare:

"Pour marquer le tournant, pour soulever l'enthousiasme il faut que le nom corresponde au contenu. Il ne faut pas verser du vin nouveau dans de vieilles outres. Or, il y a un nom prestigieux par un grand passé de lutte.....c'est le nom de "Jeunesse communiste"."

Ce rapport s'est heurté à une critique sévère de la part du Secrétariat du parti dont le porte-parole, August LECOEUR, l'a exprimé publiquement dans l'hebdomadaire central du P.C.F. (France Nouvelle du 24.11.51.) LECOEUR reproche à GARAUDY que pour analyser la situation de la jeunesse il s'en tient exclusivement à la constatation du fait de la baisse des effectifs de l'U.J.R.F., sans aborder le problème du travail de masse parmi la jeunesse:

"Travail de masse qui ne serait pas réglé pour autant, même si tous les jeunes, influencés par le Parti, étaient organisés au sein de l'U.J.R.F.

Ainsi donc, faute d'examiner la cause principale du mal, à savoir l'inaptitude du Parti et de ses militants à réaliser un large travail de masse, le camarade GARAUDY aboutit à une conclusion fautive, à savoir le retour à l'appellation "Jeunesses communistes"."

LECOEUR déclare que c'est une erreur de considérer que le changement d'étiquette va créer un choc psychologique tel que de nombreux jeunes "non encore influencés par le parti" viendront rejoindre les rangs de la jeunesse communiste. LECOEUR pousse son blâme jusqu'au point d'appeler cette idée stupide. Ce qu'il faut, ce que le parti se mette au travail de masse parmi la jeunesse:

"Depuis la constitution de l'U.H.R.F., de nombreuses fédérations se sont entièrement désintéressées du travail parmi la jeunesse. On a confondu indépendance avec divorce."

LECOEUR passe ensuite à la critique de la direction de l'U.J.R.F.:

"Au sein de l'Union de la Jeunesse, ou les changements politiques sont souvent passés inaperçus, l'opportunisme, qui est la faute la plus grave après l'inaction, est apparue.

On a négligé ce précieux enseignement de Maurice THOREZ qu'il faut toujours voir le danger du renforcement de l'opportunisme à mesure que progresse le travail de masse.

On a interdit aux jeunes, brisant ainsi leur élan naturel leur enthousiasme, de participer à la campagne électorale, on ne leur a pas permis d'emmener à Berlin le portrait de Maurice THOREZ, l'homme qu'en France ils aiment le plus."

LECOEUR constate qu'il est un département à concentration prolétarienne, le Rhone, où le fascisme fait des progrès inquiétants. Dans ce département, seulement six cents jeunes sont organisés. Dans le Pas de Calais, pays du prolétariat minier,

/seulement sept.....

seulement sept cents jeunes sont organisés à l'U.J.R.F.

LECOEUR critique la direction de l'U.J.R.F. d'avoir manqué de donner aux jeunes satisfaction à leurs besoin de lutte et de répondre à leur instinct révolutionnaire en les éduquant dans la voie du marxisme-léninisme:

"Les jeunes ouvriers, les jeunes paysans, les jeunes intellectuels les plus combattifs forment avec leur dynamisme, leur enthousiasme, leurs luttes, l'épine dorsale du mouvement de masse de la jeunesse.

En dehors de cela, rien de durable ne peut être créé.

Il n'y a pas contradiction entre l'éducation marxiste-léniniste, le chant de la "Jeune Garde", la participation active à la campagne électorale et la large plateforme de rassemblement de l'U.J.R.F.

L'U.J.R.F. ne saurait se désintéresser de l'éducation et de l'action révolutionnaires de la jeunesse, à qui de claires perspectives doivent être ouvertes. Envisager autrement l'activité de l'U.J.R.F. serait montrer qu'on n'a pas compris ce que doit être son orientation générale.

Et quand des jeunes ayant participé activement à la lutte de masse se décident à constituer des cercles de l'U.J.R.F. ils montrent par cela même leur compréhension du rôle important que doit jouer cette organisation dans la formation politique et l'organisation du combat de la jeunesse."

LECOEUR attaque personnellement Guy DUCOLONE, un des secrétaires nationaux de l'U.J.R.F., de ne le pas comprendre. En terminant, LECOEUR déclare:

"Ma conclusion sera donc de convaincre le camarade GARAUDY que la condition du redressement réside dans une juste compréhension, par l'ensemble du Parti et par la direction de l'Union de la Jeunesse, de ce que doit être une "ORGANISATION DE MASSE, SANS PARTI, DE LA JEUNESSE."

D. C.G.T. Recrutement

17. Sophie TARTA, membre de la Commission confédérale d'organisation de la C.G.T., déclare (Le Peuple du 8 au 14. 11. 51.) que le renforcement de la C.G.T. est la condition essentielle pour la réalisation de l'unité ouvrière. Un des moyens pour aboutir à ce renforcement consiste en recrutement des milliers de nouveaux adhérents à la C.G.T. Pour réaliser cet objectif Sophie TARTA conseille de:

" - mettre à l'oeuvre tous nos militants: délégués du personnel, des comités d'entreprise, collecteurs, diffuseurs de presse, qui se trouvent dans les usines, ateliers et bureaux;

" - populariser au maximum toute la presse syndicale: LE PEUPLE à tous nos militants, LA VIE OUVRIÈRE, les journaux des Fédérations, les bulletins d'unions départementales, les journaux d'entreprise."

Sophie TARTA affirme que l'action menée par la C.G.T. doit permettre non seulement le maintien des effectifs 1951 mais de les dépasser largement. Pour cela dès maintenant

" - nos fédérations se mettront en liaison avec leurs syndicats, poseront des objectifs réalisables qui seront contrôlés quant à l'application pour la mise à jour des cartes 1951 et le placement des cartes 1952, en faisant appel à toutes les initiatives, t

" - nos Unions départementales visiteront systématiquement toutes les Unions locales et les syndicats en mettant la question du recrutement à l'ordre du jour."

/E. C.G.T. Education

A. C.G.T. Education

18. L'année scolaire à la C.G.T. a commencé, mais la direction confédérale rencontre de grandes difficultés dans le recrutement des candidats pour les stages prévus. En commentant la préparation du stage réservé aux militants des directions de syndicats et de sections syndicales d'entreprise, fixé du 18 novembre au 15 décembre, l'organe officiel de la C.G.T. (Le Peuple du 8 au 14.11.51.) constate que des U.D. assez nombreuses et parmi les plus importantes, ainsi que de grandes fédérations n'ont pas encore transmis leurs candidatures.

F. C.G.T. Unification des fédérations des fonctionnaires

19. Le VIIème Congrès du Syndicat national du personnel du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, qui s'est tenu, fin octobre, à BAILLET, a adopté à l'Unanimité la résolution demandant la création d'une fédération unique des syndicats de fonctionnaires affiliés à la C.G.T. et groupés, pour la plupart dans l'U.G.F.F. La résolution appellent tous les fonctionnaires cégétistes à en discuter largement, afin que le prochain congrès de l'U.G.F.F. (qui doit avoir lieu, en principe, au début de l'année prochaine) puisse prendre une décision "conforme au voeu de la majorité de nos camarades". (Le Peuple du 1er au 7.11.51.)

G. La F.S.G.T.

20. Le 10ème Congrès de la Fédération Sportive et Gymnique du Travail (F.S.G.T.) s'est tenu les 9, 10 et 11 novembre, avec la participation des représentants étrangers suivants: DOLOWY secrétaire du Conseil sportif des syndicats polonais; MORANDI, secrétaire général de la Fédération sportive travailliste italienne;

A l'issue du Congrès, la nouvelle commission exécutive de la F.S.G.T. a été élue et les secrétaires sortants: MANSION, COUREAU, GATTEGNO, BOSCO, ROUSSEAU, renouvelés dans leurs fonctions pour deux ans, alors que deux nouveaux membres: Denise BRIDAY et Serge BEDIÉZ, y étaient inclus.

21. En parlant de ce Congrès Georges MARRANE, président de la Commission centrale de Contrôle financier du P.C.F., conseiller général de la Seine et maire d'Ivry sur Seine (Seine), affirme (l'Humanité du 9.11.51.) que cette organisation sportive communiste compte 200.000 adhérents et 1.600 clubs.

PART IV - TACTICS

A. Le Discours de Jacques DUCLOS à l'occasion de l'anniversaire de la Révolution d'Octobre

22. A la manifestation annuelle pour célébrer l'anniversaire de la Révolution d'Octobre, Jacques DUCLOS, secrétaire général par intérim du PCF, a prononcé au Vel' d'Hiv, un discours dans lequel il retrace ce que représente pour les communistes la Révolution d'Octobre. DUCLOS affirme que ce sont les prolétaires qui opposent une politique de défense des véritables intérêts nationaux au cosmopolitisme des milieux dirigeants:

"Le patriotisme trouve aujourd'hui son expression dans la classe ouvrière qui est la classe montante et qui pour défendre les intérêts nationaux, fait appel à toutes les énergies nationales. (Applaudissements).

/Patriotes et.....

Patriotes et internationalistes, voilà ce que nous sommes nous communistes, qui voulons rétablir l'indépendance de la France par l'union et l'action de tous les Français et de toutes les Françaises de bonne volonté, nous qui luttons, pleinement solidaires de tous les travailleurs du monde et de tous les peuples dressés contre leurs exploités et contre leurs oppresseurs.

Nos sentiments de fraternelle affection vont aux peuples soviétiques qui, en réalisant le socialisme, en marchant d'un pas résolu sur la voie lumineuse du communisme, en donnant l'exemple magnifique d'un humanisme rayonnant, montrent aux exploités de l'univers le chemin de leur émancipation."

DUCLOS vante ensuite le prodigieux essor de l'Union Soviétique et l'amélioration constante des conditions d'existence de ses citoyens.

En passant aux travaux de l'O.N.U., DUCLOS déclare que le peuple de France va les suivre avec une très grande attention et un très grand esprit critique:

" Sans aucun doute, au cours de la session de l'Assemblée générale de l'O.N.U. vont être débattus de grands problèmes dont dépend l'avenir de la paix.

A ce sujet, il y a lieu d'observer qu'en raison même de la vigilance exercée par les peuples, les pires fauteurs de guerre sont obligés de parler de paix.

Mais ils en parlent, bien entendu, avec l'arrière-pensée de l'étrangler, s'ils le peuvent.

Nombreux sont les gouvernements qui ne tiennent pas compte de la volonté de paix des peuples; c'est pourquoi les peuples ont dû prendre en main eux-mêmes la cause de la défense de la paix.

C'est là la signification profonde de l'existence et de l'activité féconde du Conseil Mondial de la Paix qui vient de réunir à Vienne."

Tout un passage du discours du secrétaire général du P.C.F. est consacré au discours prononcé à Tarbes par le président AURIOL.

"Le gouvernement ne veut pas que vienne en discussion la demande d'interpellation déposée sur cette question, mais il y a un certain nombre de choses qu'on ne nous empêchera pas de dire.

La haute personnalité en question a, bien entendu, parlé des libertés démocratiques.

Les incidents du Salon d'Automne ont montré hier ce qu'il faut en penser.

Une toile représentant Henri MARTIN (acclamations interminables. L'assistance se lève, acclame le nom d'Henri MARTIN, applaudit à tout rompre. Le cri scandé "Libérez Henri MARTIN" emplit le Vek8d'Hiv), le glorieux marin de France qu'il faut rendre à la liberté, une toile ayant pour thème "Maurice THOREZ va mieux" (nouvelles acclamations), une toile représentant le V2 jeté à la mer par les travailleurs de Nice et d'autres peintures exprimant la lutte du peuple de France pour la liberté et pour la paix ont été enlevées par la police. (Hués).

Les flics de M. BAYLOT (hou, hou, dans la salle) ont été chargés de censurer les œuvres d'art avant la visite du Président de la République au Salon d'Automne.

Le "New York Times" de ce matin écrit que l'opération fut faite à la demande du Président. Par contre, un journal parisien de ce soir écrit que M. Vincent AURIOL aurait déclaré: "Je n'y suis pour rien, c'est un ordre du gouvernement". (Hués).

/qui croire.....

Qui croire, la presse des maîtres ou celle des valets? (Rires et applaudissements). N'insistons pas d'autant plus qu'il n'y a pas de différence à faire entre l'hôte de l'Élysée et le gouvernement.

Ceci dit, je veux rappeler que dans le discours de Tarbes, il était question du respect des "autonomies nationales" pratiqué par le Général Eisenhower. (Huées).

Examinons donc la définition du mot "autonomie" donnée par le grand Larousse, ce qui nous permet de lire:

"L'autonomie est la situation d'une province ou d'une colonie qui, sans être indépendante, jouit de la faculté d'administrer ses affaires intérieures et d'une législation spéciale. Les États protégés peuvent être qualifiés de autonomes" (Rires).

Vous avez bien entendu.

Après cela, nous avons le droit et le devoir de poser les questions suivantes:

La France est-elle donc désormais, pour la haute personnalité en question, une simple province de l'Europe, Paris n'étant plus qu'une sorte de préfecture européenne?

Ou bien la France est-elle une colonie?

Ou bien est-elle un protectorat?

Ce qui semble clair, en tout cas, c'est que pour cette haute personnalité qui connaît le sens des mots, la France n'est plus indépendante."

En parlant de la soumission de la France à Washington, DUCLOS déclare:

"Le plan Marshall qu'on avait osé présenter dans les milieux officiels comme une entreprise philanthropique est un plan d'expansionnisme américain imposant à notre pays une insupportable sujétion économique.

Les nouveaux occupants empêchant la France de faire du commerce au mieux de ses intérêts avec tous les pays.

C'est ainsi que nous sont fermés ou à peine entrouverts, sur intervention des États-Unis, les marchés de l'Union Soviétique, des démocraties populaires et de la République populaire chinoise.

Cette attitude des Américains qui foulent aux pieds les droits les plus élémentaires de notre pays provoque de sérieux mécontentements.

De plus en plus nombreux sont les Français qui, sans être communistes, pensent que la situation actuelle ne peut durer et qui veulent, avec nous, rétablir la France dans sa souveraineté et son indépendance (applaudissements)."

DUCLOS proteste ensuite contre "l'occupation américaine";

"Les occupants américains viennent soi-disant pour nous sauver, mais nous ne sommes menacés par personne, si ce n'est pas nos occupants.

"D'ailleurs, il fut un temps où les Américains n'étaient pas si pressés pour venir nous sauver.

"Ils ne vinrent pas en 1942, quand l'armée soviétique avait devant elle l'ensemble des forces hitlériennes.

"Ils ne vinrent pas en 1943, tandis que la Gestapo torturait nos otages, les assassinait et que des dizaines de milliers des nôtres mouraient dans les camps de déportation.

"Et seraient-ils venus en 1944 sans l'avance formidable des armées de Staline en direction de l'Ouest.

"En débarquant en 1944, il s'agissait moins de venir au secours des peuples martyrisés que de voler au secours de la victoire qui flottait dans les plis des drapeaux de l'armée soviétique.

/"C'est pourquoi.....

"C'est pourquoi, quand les occupants américains se présentent en sauveurs, ils ne parviennent pas à se faire prendre au sérieux.

"Ce qui est sûr, c'est qu'ils nous occupent, qu'ils asservissent la France, qu'ils veulent la transformer en base militaire, qu'ils veulent nous faire faire leur guerre à leur place.

"Et ces occupants font beaucoup d'affaires chez nous, sur le dos des Français, sous couvert de productivité, ils veulent liquider les petites et moyennes entreprises pour les faire absorber par des sociétés sur lesquelles il leur est plus facile de mettre la main."

Et DUCLOS continue:

"Les nouveaux occupants ont le mépris des hommes et une psychologie de parvenus; ils croient qu'avec des dollars, tout peut s'acheter.

"Ils finissent par croire qu'il y a une Bourse des consciences comme il y a une Bourse des valeurs.

"Peut-être s'achètent-ils, on sait à quel prix, des consciences de gens en place, mais la conscience du peuple n'est pas à vendre.

"Et voilà pourquoi les Français, qui saluent la mémoire des soldats de tous les pays tombés dans la guerre contre le fascisme, ne veulent pas que la France serve de base de départ à une nouvelle guerre ayant le même caractère que celle de Hitler."

DUCLOS s'élève contre la formation d'une nouvelle Wehrmacht et contre l'intégration de l'armée française dans l'armée européenne qui appelle la "dénationalisation" de l'armée française.

Dans la dernière partie de son discours, DUCLOS affirme que se pose en France le problème de la menace fasciste:

"Le danger fasciste se précise d'autant plus que le programme du R.P.F. est repris dans ses points essentiels par les Indépendants-paysans, les radicaux et le M.R.P.

Un politicien comme HERRIOT a préconisé l'expérience de Gaulle, soi-disant pour l'acculer à l'échec. Mais cette prise de position a pour résultat de présenter le R.P.F. comme un parti républicain, d'estomper son caractère fasciste en vue d'émousser, par cela même, la vigilance des masses démocratiques."

"Les fascistes du R.P.F. font appel à des alliés pour accéder au pouvoir, imitant en cela Hitler qui, au début, forma un gouvernement sur la base d'alliance avec d'autres partis, dont il se débarrassa, par la suite, quand il eut instauré son régime de terreur.

Tout comme en Allemagne, le fascisme, s'il s'emparait du pouvoir, serait terrible.

Nous n'avons à nous faire aucune illusion sur le sort que réserverait le fascisme à la liberté et à la paix.

Certains milieux politiques d'outre-Atlantique qui veulent le fascisme et la guerre verraient d'un bon oeil l'installation du réactionnaire Churchill à Londres complétée par l'installation du fasciste de Gaulle à Paris.

Mais le peuple français a son mot à dire.

Nous communistes, nous appelons à l'union des travailleurs communistes, et socialistes qui, de plus en plus fréquemment s'unissent dans les entreprises pour défendre leurs salaires.

Et nous sommes heureux qu'ils ne se laissent arrêter ni par les refus que les dirigeants de F.O., ni par les atermoiements que les dirigeants de la C.F.T.C. opposent aux propositions unitaires de la C.G.T.

/Nous disons.....

"Nous disons aux travailleurs socialistes de ne pas se laisser prendre aux manœuvres de division multipliées par leurs dirigeants à un moment où tout nous commande de nous unir contre le danger commun, contre le fascisme qui tue la liberté et contre la guerre qui tue l'homme.

Nous appelons les travailleurs catholiques à se joindre à nous pour faire échec aux plans de dictature des fascistes.

Nous appelons tous les républicains à défendre avec la classe ouvrière les libertés républicaines, à se dresser contre ceux qui revêtent d'étrangler la République pour mieux pouvoir asservir la Patrie, et la précipiter dans la guerre.

Tous ensemble, fraternellement unis dans l'action, travailleurs et démocrates, sans distinction d'opinion ou de croyance, nous pouvons et nous devons faire échec aux plans de domination des fascistes."

23. A la même manifestation, André MARTY, secrétaire du parti, a prononcé un discours entièrement consacré au thème de la reconnaissance du peuple français au pays du socialisme. Dans la conclusion de son discours MARTY déclare:

"Nous sommes donc aujourd'hui aux heures du choix décisif entre la paix et la guerre. Pour nous, ce choix est fait. Pour sauver la paix, la solidarité étroite des travailleurs français, de tout le peuple français, envers l'Union Soviétique se resserrera encore.

En 1917-1920, c'était une solidarité d'instinct envers le pouvoir socialiste encore précaire et assailli de tous les côtés. En 1951, c'est une solidarité raisonnée envers une puissance gigantesque, envers le régime le plus solide qui soit au monde, envers le pays dont la force immense est tout entière au service de la paix, parce qu'il est tourné tout entier à élever sans cesse le niveau de vie de l'homme, à en faire véritablement le maître de son destin.

Plus encore: en ces jours de misère et d'angoisse pour le peuple de France, le triomphe de la grande Révolution socialiste en Union Soviétique apporte à notre peuple l'espoir que lui aussi conquerra un avenir heureux."

24. Le P.C.F. a décidé de développer une grande activité pendant la 6ème Assemblée générale de l'O.N.U. Pierre COURTADE, responsable de la rubrique de politique étrangère à l'HUMANITÉ (No. du 2.11.51.) dans un article intitulé "De la tente de PAM MUN JOM au Palais de Chaillot". Après avoir accusé le Département d'Etat de tout mettre en oeuvre pour prolonger les combats en Corée, il affirme qu'il s'agit pour le gouvernement des Etats-Unis, non seulement d'écarter toute possibilité d'admission de la Chine à l'O.N.U., mais aussi d'obtenir le vote par l'Assemblée générale des sanctions économiques et militaires contre la Chine:

"On comprend, dans ces conditions, à quel point il est important que la voix des peuples pacifiques se fasse entendre au cours de ces débats de l'O.N.U. qui ne se dérouleront pas sous une tente, dans un no man's land, mais en plein Paris dans la capitale d'un peuple qu'une guerre mondiale condamnerait à l'extermination.

"On comprend pourquoi il est urgent et nécessaire que par des pétitions, des délégations, des télégrammes, en suivant attentivement les débats, le peuple français participe littéralement à la discussion du Palais de Chaillot. Il peut et il doit contribuer à tirer l'O.N.U. de l'atmosphère "new-yorkaise" en appuyant de toutes ses forces, par un grand mouvement de l'opinion publique, l'action des nations pacifiques qui luttent pour imposer la paix non seulement en Corée, mais dans le monde entier."

25. Pierre COURTADE analyse (l'HUMANITÉ du 8.11.51.) les trois propositions de règlement des problèmes internationaux: (1) l'appel à l'O.N.U. du Conseil Mondial de la Paix réuni à Vienne: (a) le discours prononcé par BERIA à l'occasion du 34-ème anniversaire de la Révolution d'Octobre: (3) la déclaration tripartite des gouvernements des Etats-Unis de France et de Grande-Bretagne. COURTADE affirme que le Conseil Mondial de la Paix propose et soumet à l'ONU un plan qui comprend non seulement le désarmement, mais aussi le contrôle de ce désarmement. COURTADE déclare que le discours de BERIA est la réponse de l'Union Soviétique à ces propositions, et il trouve cette réponse satisfaisante, tandis que la déclaration tripartite occidentale n'est pour lui qu'une diversion. COURTADE conclut:

"L'opinion publique mondiale est juge. En bref, le problème se résume ainsi: A l'appel de centaines de millions d'hommes et de femmes qui ont signé pour un pacte à Cinq l'U.R.S.S. répond: d'accord, nous admettons l'existence des Etats capitalistes et nous voulons entretenir avec eux des relations commerciales et politiques normales.

HITLER S'Y EST CASSE LES DENTS

Le gouvernement des Etats-Unis et ses satellites répondent: donnez-nous des renseignements sur l'état de vos forces pendant que nous réarmons à outrance et faisons la paix avec une "Russie délivrée", c'est-à-dire occupée par la Military Police sous le drapeau de l'O.N.U., comme en Corée.

"Le choix des peuples, qui est tout simplement celui du bon sens, du sens commun, ne peut faire de doute. Ils imposeront aux totalitaires de Washington une politique plus conforme non seulement à la justice, mais aussi à leurs possibilités réelles car enfin le plan de paix de Truman suppose qu'il réussirait là où Hitler a échoué....."

26. Dans un autre article (Parallèle 50' du 8. 11. 51.) COURTADE s'occupe de l'avenir de l'O.N.U. Il affirme que depuis quelques années l'organisation internationale s'est de plus en plus américanisée et qu'elle tend à s'identifier aux organismes militaires et civils de la coalition atlantique. COURTADE explique quelles peuvent être, dans ces conditions les perspectives:

"Si l'on regarde les choses en face, on est bien obligé d'admettre que les chances d'arrêter la décomposition de l'O.N.U. sont faibles; mais enfin elles existent et il serait criminel de les négliger."

COURTADE constate qu'en premier lieu les nations de la majorité habituelle du Département d'Etat sont loin de présenter un front sans fissures. Il trouve ces fissures dans le développement du mouvement national dans les pays arabes, dans le renforcement du nationalisme indien.

En deuxième lieu COURTADE affirme que:

"les satellites occidentaux du Département d'Etat sont moins sûrs qu'ils ne l'étaient il y a un an ou deux, disons avant la guerre de Corée. Certes, M. Acheson peut compter sur les voix des délégations française et anglaise; mais voter est une chose et conformer son action au vote en est une autre. Or, de ce point de vue, la situation pour le Département d'Etat est loin d'être satisfaisante. Il est clair, en particulier, que la contribution des satellites à l'intervention en Corée est pratiquement dérisoire. Les majorités massives qui ont approuvé au nom de l'O.N.U. cette entreprise de l'impérialisme américain ne se sont pas traduites par l'envoi de contingents nombreux. Ce n'est pas que les gouvernements satellites n'aient pas eu l'intention de faire plus et mieux, mais le fait est que l'hospitalité des peuples à cette politique criminelle les a paralysés."

En troisième lieu, il est évident pour COURTADE que les difficultés intérieures de la coalition atlantique retentiront sur les débats de l'O.N.U. dans la mesure précisément où les américains veulent identifier l'O.N.U. au Pacte atlantique.

En conclusion, COURTADE déclare:

"La combinaison de ces différents éléments, face à une coalition qui porte en elle les germes de sa dissociation, permet d'espérer raisonnablement que les plans américains, même s'ils se réalisent sur le papier, échoueront dans les faits, il n'en restera pas moins nécessaire de restituer l'O.N.U. à sa véritable fonction, en imposant le retour aux principes de la Charte. Il est facile de comprendre que cette action est étroitement liée à l'action en faveur d'un pacte de paix entre les grandes puissances sans lequel l'organisme internationale restera, dans le meilleur des cas, le lieu d'une confrontation stérile, avec le risque permanent qu'il ne se transforme en un instrument de guerre.

"Cela est encore évitable, à condition que nous ne jetions pas le manche après la cognée, et que l'O.N.U. qui fut, à l'origine, le bien de tous les peuples libres et pacifiques soit effectivement entourée de l'attention vigilante des millions d'hommes et de femmes dont le destin est lié au sien."

27. Dans un autre article (l'Humanité du 13.11.51.) Pierre COURTADE analyse le discours de M. Anthony EDEN devant l'Assemblée Générale. Il prétend que ce discours reflète les contradictions et les difficultés qui minent la coalition atlantique, il y trouve l'expression d'une certaine amertume à l'égard du Département d'Etat, et il conclut:

"Les contradictions anglo-américaines et l'effondrement progressif de l'économie des satellites de Washington ne permettent pas de conclure que le danger de guerre s'éloigne en aucune façon. Mais il y a là une brèche, une faille, dont l'existence démontre que les partisans de la paix sont dans la bonne voie puisqu'ils ont déjà placé les fauteurs de guerre sur la défensive en les obligeant à parler de paix et à étaler leurs divergences au sein de la coalition de guerre."

28. Le lendemain Pierre COURTADE affirme que la journée du 13 novembre à l'Assemblée générale de l'O.N.U. a montré jusqu'où pouvait aller le cynisme des Américains pour qui l'organisme international est simplement destiné à enregistrer les décisions de Washington. Il s'agissait d'approuver ou de repousser l'inscription à l'ordre du jour d'un certain nombre de questions, COURTADE déclare qu'une fois de plus, la majorité automatique s'est prononcée non pas en fonction des intérêts généraux de la paix, mais en fonction des intérêts stratégiques de la coalition atlantique. COURTADE conclut:

"Les contradictions anglo-américaines et
"Il serait vain de se dissimuler que si les choses devaient continuer ainsi, l'Organisation des Nations Unies, complètement discréditée, ne trahirait pas seulement sa mission de paix mais deviendrait bel et bien une machine de guerre."

"Une journée de "majorité automatique" comme celle d'hier montre à quel point il est nécessaire que la voix de l'U.R.S.S., la voix des démocraties populaires soient appuyées par une protestation, par une action mondiale à laquelle la France peut et doit prendre une part importante, en raison même du fait que ces événements se déroulent à Paris."

29. Dans un autre article encore (l'Humanité du 27.11.51.) COURTADE déclare que la réponse de VICHINSKI aux propositions occidentales de désarmement fournit les bases d'une discussion qui pourrait être féconde si, de l'autre côté, se manifestait un égal désir d'aboutir. Mais COURTADE doute de l'existence d'un tel désir, car il y a, dit-il, entre les paroles de paix des dirigeants américains et les faits une contradiction manifeste:

"Pour se justifier de ces contradictions qu'ils ne peuvent plus nier, les dirigeants américains affirment, en substance, qu'ils feront la paix quand ils seront assez forts pour faire la guerre ! On sait où cela mène... Et si l'U.R.S.S. faisait le même raisonnement, pratiquait la même politique de "situations de force", revendiquait des bases sur le continent américain, prétendait imposer sa "protection" à l'Inde, aux Etats arabes, etc., qu'arriverait-il ?

"Pour tout esprit honnête qui réfléchit calmement à ces questions la réponse ne fait pas de doute: si l'Union Soviétique avait les mêmes exigences, les mêmes prétentions à l'égard des Etats Unis que les Etats-Unis à l'égard de l'Union Soviétique, il y a longtemps que la guerre ravagerait le monde."

"Ce n'est donc point à l'Union Soviétique de prouver sa sincérité, C'est aux dirigeants américains de dire si oui ou non ils sont d'accord pour interdire l'arme atomique, pour instituer un contrôle international de cette interdiction. C'est à eux de dire s'ils sont disposés à en finir avec une politique qui, de leur propre aveu, est une politique de réarmement à outrance."

C. MEETING DES MILITANTS PAYSANS

30. Le 25 novembre a eu lieu à Périgueux, chef-lieu du département de la Dordogne, un meeting des militants paysans du PCF de la Dordogne de la Gironde, de la Charente-Maritime, de la Charente, de la Corrèze, de la Haute-Vienne, du Lot et de Lot-et-Garonne. Ce meeting était présidé par Yves PERON, secrétaire de la Fédération de la Dordogne. Autour de Jacques DUCLOS, secrétaire général par intérim du parti, et Waldeck ROCHET, membre du Bureau politique et responsable de la Section centrale agraire, on remarquait Hubert RUFFÉ, Jean FRONTEAU, Raymond AGASSE, membres du Comité central. Henri VEDRINES, Georges GOSNAT, Auguste TOURTAUD, Alphonse DENIS, Jean TRICART, Clément CHAUSSON, Jean GOUDOUX, députés; Henri THAMIER, ancien député de Lot-et-Garonne; Jean RIEU, secrétaire de la Fédération de la Gironde; Serge GERGNAUD, secrétaire fédéral de la Charente-Maritime; DUPRAT, ancien député, secrétaire de la Fédération de Lot-et-Garonne; CINIAC, secrétaire de la Fédération du Lot; DUMEIX, secrétaire fédéral de la Charente; DUQUEROIX, secrétaire fédéral de la Haute Vienne; BORDAGE, directeur du journal "Les Nouvelles de Bordeaux".

Jacques DUCLOS y prononce un long discours dans lequel il a comparé la situation de la paysannerie en France et en U.R.S.S. et a analysé le programme agricole du P.C.F. Après avoir affirmé que le parti communiste est le parti de l'union de tous les hommes de bonne volonté, DUCLOS a lancé un appel aux militants paysans rassemblés à adhérer à la Confédération générale de l'Agriculture (C.G.A.), dont il faut fortifier l'opposition à la politique gouvernementale:

"Malheureusement, de nombreux paysans ont quitté les organisations de la C.G.A. parce que les dirigeants ne leur plaisent pas, parce qu'ils ne leur font pas confiance.

"Sans aucun doute, des faits motivent le mécontentement de ces paysans qui ont quitté la C.G.A., mais ce qu'on ne saurait perdre de vue, c'est qu'en abandonnant son poste de lutte dans les syndicats de la C.G.A., on laisse le champ libre à ceux que l'on considère comme ne remplissant pas leurs devoirs vis-à-vis des paysans.

"Les paysans communistes ont pour obligation d'être des militants actifs, sérieux, dévoués au sein des organisations de la C.G.A.

"Des communistes occupent des postes de direction dans les Fédérations des Exploitants de plusieurs départements. Disons que des résultats bien plus importants que ceux qui sont obtenus auraient pu être enregistrés si nous avions réussi à convaincre les paysans communistes et la masse des paysans que la place du paysan est dans une organisation de la C.G.A., tout comme la place de l'ouvrier est dans son syndicat.

"Le seul moyen pour les partisans de l'unité de battre les diviseurs, c'est de développer sous le drapeau de l'unité une action soutenue pour la défense des paysans

"Ce qui ressort de l'examen de ces faits auquel je viens de me livrer, c'est que le devoir d'un paysan communiste est d'être là où sont ses frères, son devoir est de les aider à se grouper, à lutter pour la défense de leurs intérêts.

"Il ne s'agit pas, camarades communistes, d'aller dans les organisations de la C.G.A. en croyant que tout va se faire tout seul, mais il ne faut pas non plus penser qu'il n'y a rien à faire.

/"Il s'agit de gagner....."

"Il s'agit de gagner la confiance des paysans en se montrant en toutes circonstances de bons défenseurs de leurs intérêts en méritant leur confiance.

"Laissez-moi dire, camarades paysans membres du Parti, que nous avons rappelé récemment encore à tous les membres du Parti qu'un communiste syndicable doit être syndiqué.

"Et ce qui est vrai pour les ouvriers est vrai aussi pour les paysans. Les paysans communistes doivent être dans leur organisation de la C.G.A., dans leurs syndicats d'exploitants ou dans leurs syndicats de preneurs de baux ruraux; ils doivent y militer, s'y battre pour faire triompher une politique de défense réelle, effective, des intérêts paysans."

D. LE MOIS DE LA PRESSE

31. Le 13 novembre, Etienne FAJON, membre du Bureau Politique coopté au Secrétariat du P.C.F. a prononcé, devant une assemblée des militants communistes de la Seine et de la Seine-et-Oise, un discours sur le mois de la presse. Il a souligné que la presse communiste est l'arme principale du parti, et que le mois de la presse est une bataille de tout le parti. FAJON définit ainsi les principaux devoirs que le mois de la presse assigne aux communistes:

Un premier devoir, c'est de contribuer à l'amélioration des journaux communistes. Pour y arriver, il faut qu'ils soient liés aux masses par un vaste réseau de correspondants, surtout dans les usines, mais aussi dans les quartiers et les localités. Le mot d'ordre doit être: pas une cellule sans un correspondant de L'HUMANITE ou du quotidien démocratique.

Un deuxième devoir c'est la diffusion. Toute augmentation de la diffusion est une victoire politique et le moyen d'assainir les finances de la presse communiste. L'effort de diffusion doit porter: sur les ventes de masse décidées pour chaque dimanche du mois de la presse; sur les abonnements collectifs; sur les abonnements individuels, favorisés par les initiatives administratives des journaux communistes, en faveur du mois de la presse. Le mois de la presse implique pour chaque communiste la résolution de gagner dans son entourage au moins un autre lecteur au journal quotidien du parti.

Un troisième devoir c'est d'assurer à la presse communiste et apparentée un puissant soutien financier. D'abord régler d'urgence les dettes aux journaux et ne plus jamais prendre de retard. FAJON constate, rien que pour L'HUMANITE DIMANCHE, le retard dans les paiements de 2.362.000 francs pour la Seine, 1.280.000 francs pour la Seine-et-Oise et la Seine-et-Marne, 8.255.000 francs pour le reste de la France, soit au total plus de 12 millions. FAJON souligne que les ressources que la presse communiste tire de la publicité commerciale peuvent être améliorées avec l'appui des communistes. Il invite les cellules à signaler au journal tel ou tel industriel ou commerçant susceptible de fournir des annonces. FAJON constate ensuite que les panneaux d'affichage de L'HUMANITE sont trop peu nombreux. FAJON s'insurge contre le fait que certains communistes croient que "ça fait sérieux" de lire LE MONDE.

32. De son côté, Jacques DUCLOS lance un appel au recrutement de nouveaux lecteurs. Il écrit (L'Humanité du 15.11.51.):

"De graves dangers menacent notre Humanité et l'ensemble de la presse communiste et démocratique que les ennemis du peuple voudraient réduire à silence."

/DUCLOS déclare....

DUCLOS déclare que les communistes doivent à tout prix, non seulement garder leurs journaux mais étendre leur influence, augmenter leur diffusion en appliquant les directives données par Etienne FAJON:

"Et tout d'abord il faut obtenir, en discutant dans les cellules, grâce aux efforts de persuasion indispensables, que tous les membres du parti de Maurice THOREZ lisent la presse communiste et démocratique.

"Impossible, pour un membre du Parti, de comprendre, de propager et de défendre la politique communiste s'il ne lit pas la presse qui exprime cette politique.

"Il faut donc faire lire nos journaux par tous les membres du Parti et il faut aussi leur trouver de nouveaux lecteurs."

33. Le 26 novembre, Etienne FAJON souligne deux "faits significatifs du mois de la presse (L'Humanité du 26.11.51.):

"L'un de ces faits est le développement de la vente de L'Humanité Dimanche. Le 18 novembre premier dimanche du mois de la presse, cette vente a atteint 520.000 exemplaires, soit 53.000 de plus que le dimanche précédent. Hier, elle s'est élevée à 525.000 exemplaires.

"Dans l'ensemble, la vente a augmenté partout où de nouveaux camarades sont venus grossir les rangs de l'admirable armée de nos diffuseurs, les rangs des porteurs de vérité.

"L'autre fait, nouveau celui-là et d'autant plus remarquable, c'est le premier essor que vient de prendre la diffusion quotidienne de L'Humanité par les soins des organisations du Parti. Grâce au système de l'abonnement collectif, nos cellules distribuent tous les matins elles-mêmes, d'ores et déjà, 9.272 numéros de L'Humanité dans la Seine, 726 dans la Seine-et-Oise et 3.344 en province, soit plus de 13.300 en tout.

FAJON souligne que ces deux faits ne sont qu'un indice des immenses possibilités:

"La progression de L'Humanité Dimanche est le fait de quelques milliers de diffuseurs nouveaux. Or les communistes se comptent par centaines de milliers.

"Les abonnements collectifs pour L'Humanité quotidienne sont l'oeuvre de quelques centaines de cellules. Or notre parti est formé de milliers et de milliers de cellules."

E. LES CONTRADICTIONS DANS LE CAMP OCCIDENTAL

34. La presse communiste et apparentée utilise en plein la fameux numéro spécial de COLLIER'S pour sa propagande. En commentant cette publication américaine, Pierre HERVE écrit (Franc d'abord du 15 au 22.11.51.):

"On ne peut manquer de rapprocher deux faits. Le magazine COLLIER'S fait commencer la guerre par un attentat contre Tito et une entrée en territoire yougoslave des troupes des démocraties populaires. Or, le Bureau de l'Assemblée Générale (de l'O.N.U.) a, en fin de semaine, passant outre aux protestations du délégué polonais et du délégué soviétique, inscrit

/a l'ordre du jour...

L'ordre du jour la plainte de Tito contre l'U.R.S.S. et les démocraties populaires. Par son interview du 31 octobre, Tito s'est rangé ouvertement aux côtés des U.S.A.: non seulement, il a condamné toute idée de balancement entre "les deux camps" et déclaré la "neutralité" impossible, mais il s'est même prononcé pour le réarmement de l'Allemagne occidentale. Qui peut sincèrement douter désormais que nous soyons en présence d'un jeu concerté entre Tito et le Département d'Etat, l'un faisant la victime et l'autre se posant en redresseur de torts? La plainte de Tito a la même valeur que les anticipations de COLLIER's.

"A diverses reprises, notamment à l'occasion de la guerre de Corée, la majorité mécanique s'est amenaisée. S'il est vain d'espérer qu'au cours de cette session cette majorité soit renversée, on présume qu'elle peut être sérieusement ébranlée. Comment des gouvernements qui se sont jusqu'à présent fidèlement conformés aux indications de Washington, n'éprouveraient-ils pas des inquiétudes en présence de la volonté américaine de faire de l'O.N.U. une machine de guerre qui pourrait se déclencher à tout instant? Outre la croissance du mouvement de la Paix dans le monde entier et la pression qu'il exerce sur tous les gouvernements, il y a les contradictions que la domination des U.S.A. exercera un peu partout et notamment dans les pays du système atlantique. Il y a aussi le puissant mouvement national des pays coloniaux et semi-coloniaux. Il est bien évident que, par exemple, l'affaire marocaine constitue une importante pierre de touche: si la majorité du bureau n'a pas voulu répondre favorablement à la demande de l'Egypte et des pays arabes, il n'en demeure pas moins que la question de l'inscription de l'affaire marocaine sera soumise à l'Assemblée plénière. S'agira-t-il du Maroc seulement? Il serait bien peu clairvoyant de la penser."

35. L'organe officieux du Conseil national de la Paix consacre un article aux rivalités anglo-américaines en Jordanie (Action du 1er au 7.11.51.) Après avoir analysé les premiers agissements du nouveau roi TALAL 1er, et les tentatives de pénétration des compagnies pétrolières américaines, l'auteur anonyme de l'Article affirme que les Etats-Unis visent à supplanter l'influence britannique et à la remplacer par l'influence américaine.

F. Action contre le réarmement

36. La Conférence nationale ouvrière de lutte contre la remilitarisation de l'Allemagne a tenu ses assises le 4 novembre 1951. D'après l'organe officiel de la C.G.T. (Le Peuple du 8 au 14.11.51.) 133 délégués, appartenant aux différentes organisations syndicales ou inorganisées ont participé aux travaux de cette conférence. 87 délégués ouvriers représentaient 43 départements, 46 délégués représentaient la région parisienne.

Les délégués à la conférence ont tenu à établir une charte d'action commune pour eux-mêmes et pour tous ceux qui sont des militants actifs contre la remilitarisation de l'Allemagne.

Ils ont décidé:

1) de faire de plus grands efforts pour alerter la population des graves dangers de guerre et pour populariser dans les entreprises, bureaux et chantiers, la lutte contre cette remilitarisation.

En conséquence:

(a) d'élire les travailleurs suivants: André BOUDIN, secrétaire du Comité Nationale, président, du Comité ouvrier européen (syndiqué C.G.T.) Edouard LAFOND, membre du Bureau du Comité national membre du Bureau du Comité ouvrier européen (syndiqué F.O.), Jean LEONNOIR, membre du Bureau du Comité nationale, membre du Comité ouvrier européen (syndiqué C.F.T.C.); DESCHAMPS, secrétaire du Comité ouvrier parisien (syndiqué C.G.T.); Mlle LE BOZEC, (jeune du Festival de Berlin, inorganisée); TREZEGUET, (Comité de paix d'entreprise, syndiqué C.G.T.).

pour faire partie d'une délégation ouvrière européenne chargée de protester auprès de la Conférence des pays du Pacte atlantique qui se tiendrait à Rome, fin novembre, aux fins d'examiner des plans de remilitarisation de l'Allemagne occidentale.

(b) d'exposer aux travailleurs de leur entreprise et de ceux de leurs localités, les raisons de lutte contre la remilitarisation de l'Allemagne.

/(c).....

(c) de tenir des réunions populaires dans un certain nombre de localités afin d'éclairer la population sur les plans actuels de remilitarisation de l'Allemagne.

(d) de populariser par tous les moyens les résultats de cette lutte.

2) d'être les meilleurs dans les entreprises pour faire signer l'appel pour un pacte de paix entre les cinq grandes puissances et pour établir et développer les comités de paix d'entreprise.

3) d'établir des liens de solidarité actifs et solides entre les travailleurs français et allemands, soit directement, soit à l'aide du Comité national

- en établissant eux-mêmes des correspondances avec les travailleurs allemands,

- en suscitant dans les entreprises où ils travaillent eux-mêmes des correspondances collectives et suivies, intéressant tous les ouvriers, avec l'ensemble des travailleurs d'une entreprise allemande similaire.

- en proposant aux travailleurs des messages de solidarité envers les travailleurs allemands qui luttent contre la remilitarisation de leur pays.

37. Le 13 Novembre, le Comité national ouvrier de lutte contre la remilitarisation de l'Allemagne a publié le communiqué suivant:

Après sa réunion du 12 novembre, le Comité national s'est adressé aux différentes personnalités, organisations, mouvements, syndicats et associations, pour les inviter à participer à une réunion, le mercredi 14 novembre, à 20 h. 30, à son siège, Famille Nouvelle, 124, boulevard de la Chapelle, Paris (18e), au cours de laquelle seront examinés dans l'union le plus large, les moyens efficaces, pour protester contre la venue, à Paris, le 22 novembre, d'ADENAUER qui, avec ACHESON, EDEN et SCHUMAN, doit officialiser la remilitarisation de l'Allemagne.

38. Le même jour, la Fédération de la Seine du P.C.F. a organisé une assemblée qui fut ouverte par l'allocation de Raymond GUYOT, membre du Bureau politique et secrétaire général de la Fédération, qui contenait l'appel suivant:

"Le Peuple de Paris s'apprête à manifester puissamment sa volonté de s'opposer au réarmement allemand et d'agir sans relâche contre la guerre, pour le désarmement et pour la paix.

"Ce matin, le Comité national ouvrier contre la remilitarisation de l'Allemagne fait appel à tous ceux qui ont compris et qui s'inquiètent du danger que représente une Allemagne réarmée.

"Au nom de la Fédération de la Seine du P.C.F., j'assure le comité de notre adhésion entière et nous adressons de cette tribune, un vibrant appel d'union au peuple de Paris en l'invitant à manifester en masse contre la venue à Paris d'ADENAUER."

39. Il faut noter un certain rapprochement entre les communistes et les groupes des intellectuels plus ou moins progressistes. Ainsi un manifeste a été publié récemment dans lequel ces intellectuels s'élèvent contre la remilitarisation de l'Allemagne occidentale. Ce manifeste porte les signatures de: Jean BABOULENE, Directeur adjoint de "Témoignage Chrétien"; Jean DIEDISHEIM, vice-président du Comité Mondial pour l'Assemblée des Peuples; Jean-Marie DOMENACH, rédacteur en chef d'"Esprit"; Jean LAGROIX, rédacteur à l'"Esprit"; Gilles MARTINET, rédacteur à l'Observateur; Docteur Sicard DE PLAUZOLLES, président de la Ligue des Droits de l'Homme; VERCORS; ainsi que les signatures d'Yves FARGE, de Gaston MONMOUSSEAU, de Pierre VILLON, du général LE CORGUILLE, du Maître Michel BRUGUIER et autres communistes et compagnons de route.

40. Le Conseil fédéral des métallurgistes C.G.T. s'est réuni les 2, 3 et 4 novembre. Au cours de cette réunion il a décidé d'appeler les métallurgistes à assurer dans l'unité le succès de la Semaine d'action Internationale contre l'accélération des cadences et la surexploitation. Dans ce but, il les appelle, dans l'unité, à marquer cette semaine d'une minute de silence

/en hommage.....

en hommage aux victimes de l'intensification du rythme du travail, le jour et l'heure qu'ils en décideront dans chaque usine (Humanité du 6.11.51.).

A part cette résolution, la Semaine d'Action Internationale contre l'accélération des cadences a eu peu d'écho dans la presse communiste.

G. "Occupation Americaine"

(para 41)

41. Un des redacteurs a l'Humanite, Marcel VALTAT, publie sur toute une page (l'Humanite du 11-11-51) un reportage intitule '400 immeubles occupees a Paris par les services americains'. Il en cite les plus importants, et decrit minutieusement l'avenue Gabriel, entierement occupee, dit-il, par les Americains. Il l'appelle 'Gabriel Street'. En parlant de l'ambassadeur des Etats-Unis a Paris, Mr. David K. BRUCE, VALTAT lui attribue ces paroles qu'il aurait prononce a un banquet: "Il y a 4,000 fonctionnaires qui dependent de notre ambassade".

42. Dans l'Humanite du 13-11-51, son correspondant de Fontainebleau signale que 4 immeubles de 100 metres de long, 7 etages de hauteur, comprenant 300 logements ultra-modernes sont mis en construction pour abriter les familles des officiers americains.

43. Tout moyen est bon pour exciter la populations contre les Americains. Ainsi, dans le meme numero (Humanite du 13-11-51) le correspondant de Verdun accuse les autorites militaires americaines d'avoir profane le musee de la citadelle de Verdun et particulièrement d'avoir demoli la chapelle ardent de sorte que plus rien ne distingue l'endroit ou fut choisi le Soldat Inconnu.

44. Ces quelques exemples ont ete choisis parmi beaucoup d'autres informations que la presse communiste publie quotidiennement sur 'l'occupation americain'. Cette presse souligne les prejudices que la presence en France des troupes americaines porte a la population, et on premier lieu affirme que le probleme de logement s'en trouve aggrave.

H. Mouvement de la Paix.

45. La deuxieme session du Conseil Mondial de la Paix s'est ouverte, le 1-er novembre, a Vienne, sous la presidence de Frederic JOLIOT-CURIE. A la table de presidence ont pris place les Francais suivants: Mme Eugenie COTTON, vice-presidente; Jean LAFFITTE, secretaire general; Yves FARGE et Louis SAILLANT, membres du Bureau.

Dans son rapport, presente au Conseil, JOLIOT-CURIE, definit ainsi les principes fondamentaux du Mouvement de la Paix:

La co-existence pacifique de regimes differents est possible; il est possible de regler des differends entre nations par voie de negociations; toute intervention etrangere dans les affaires interieures d'une nation est tot ou tard une occasion de guerre. Aussi, la lutte des peuples pour leur independance nationale est en memo temps une puissante action en faveur de la paix.

En passant aux questions d'organisation du Mouvement, JOLIOT-CURIE declare que le travail du Conseil Mondial devra etre encore ameliore, en particulier par l'organisation des conferences regionales a travers le monde, l'une d'elles se tiendra au Caire au debut de 1952.

Sur le probleme du desarmement, le Conseil s'est rallie a la proposition d'Yves FARGE de reduire d'un tiers les armements avant la fin de 1952.

Le Conseil mondial a élu une Commission politique composee de: Pietro Nenni (Italie); Revorand DAR (Amerique); Alexandre FADEEV (U.R.S.S.); Yves FARGE (France); KUO MO JO (vice-president de la Republique Chinoise); S.E. BENDARI ELCHA (Egypte); Dr. ATTAL (Indo); Prof BERNEL (Grande-Bretagne); Isabelle BLUME (Belgique).

Le Conseil mondial de la Paix fait des efforts constants pour élargir sa base d'opérations. Ainsi ses délégués ont eu, le 24 novembre des entretiens avec le Bureau de la Commission internationale des Eglises. La délégation du Conseil mondial était constituée par Frédéric JOLIOT-CURIE, prof. BERNAL, Madame BLUME et Pierre COT. Dans un communiqué commun, publié à l'issue de cette réunion, les deux parties déclarent avoir examiné la question du désarmement, du contrôle de l'arme atomique et de toutes les armes de guerre, de la co-existence pacifique des régimes politiques et sociaux différents et d'autres questions telles que l'importance qu'il convient d'attribuer pour le maintien de la paix à la protection des droits humains et à l'assistance technique aux régions les moins développées. Il a été décidé de procéder à l'échange de documents et de prendre, s'il y a lieu, de nouveaux contacts. (L'Humanité du 27-11-51).

46. Le Conseil national du Mouvement français de la paix, après avoir pris connaissance des résolutions du Conseil Mondial qui a siégé à Vienne, a donné des directives suivantes quant à l'organisation des assemblées de discussion, des assemblées locales et départementales qui se poursuivront jusqu'aux Assises nationales à Paris les 22 et 23 décembre:

1. La discussion sur les raisons françaises d'un pacte de paix entre les cinq grandes puissances ouvert à tous les Etats telles que les a formulées le Conseil National dans sa 'Lettre aux députés', doit aboutir à des démarches vers tous les élus et à des dialogues avec les personnalités et organisations de notre pays.
2. La discussion autour de l'Appel adressé par le Conseil Mondial à l'assemblée de l'O.N.U. auquel est annexée une proposition de désarmement, doit aboutir à porter à la connaissance de la présidence et des principales délégations des Nations Unies le vœu de la population française.
3. Durant cette période où le sort de la paix se débat dans la capitale de la France, les comités de paix, les conseils communaux et tous les hommes attachés à la paix doivent suivre les événements au jour le jour et opérer une confrontation continue entre les débats de l'ONU et les résolutions du Conseil National et du Conseil Mondial de la Paix.

47. Les communistes s'efforcent toujours à convaincre la population de l'importance de signatures pour le Pacte des Cinq Grands. Ils ont organisé une compétition nationale entre Départements pour la collecte des signatures, et l'Humanité publie de temps à autre les résultats en les donnant un pourcentage de la population. Au premier novembre le classement était le suivant:

1. Vaucluse.....	42.1%
2. Bouches-du-Rhône.....	42 %
3. Seine.....	40.8%
4. Alpes-Maritimes.....	36.3%
5. Hautes-Pyrénées.....	35.6%
6. Var.....	34.1%
7. Gard.....	33.5%
8. Loire.....	33.4%
9. Rhône.....	32 %
10. Lot-et-Garonne.....	31.6%
11. Dordogne.....	28.5%

48. Pierre COT, directeur de la revue "Défense de la Paix" (organe officieux du Conseil mondial de la Paix), entreprend la défense des Nations Unies. Il se pose la question à quoi sert l'ONU et y répond (Défense de la Paix, novembre, 1951):

"En premier lieu, les Nations Unies demeurent une tribune internationale la plus importante. De cette tribune, toutes les voix mauvaises - mais aussi toutes les voix qui parlent la langue de la raison et de la paix - se font entendre. En second lieu, les Nations Unies sont un lieu de rencontre; il est bon qu'à intervalles réguliers, les Ministres de Affaires Etrangères des différents pays aient l'occasion de se retrouver et d'échanger quelques propos. En troisième lieu, les Nations Unies possèdent un vaste appareil administratif; elles ont rassemblé des experts extrêmement qualifiés, en matière économique, sociale et politique. Les travaux de ces experts ne sauraient être négligés. Un seul exemple; si l'on avait suivi les recommandations du Secrétariat de la Commission Economique pour l'Europe, les relations économiques entre l'Est et l'Ouest se seraient vite améliorées...

"En bref, dans la période actuelle, les Nations Unies jouent un rôle secondaire mais utile; si le climat international s'améliorait, elles pourraient fournir de bonnes bases techniques à la collaboration internationale."

I. Le travail au sein de l'armée.

49. Le P.C.F. ne néglige aucune occasion pour intensifier son travail au sein de l'armée. Raymond GUYOT, membre du Bureau Politique du Parti, décrit ainsi (L'Humanité du 12-11-51) l'action menée par les communistes dans ce domaine à l'occasion des fêtes de Noël:

Le groupe communiste a déposé sur le bureau de l'Assemblée Nationale deux propositions qui visent à accorder à TOUS LES MILITAIRES une permission spéciale et un colis à l'occasion des fêtes de Noël et du Nouvel An.

Notre action dans ce sens ne se borne pas au seul Parlement. Dans les municipalités dirigées par les communistes, des colis seront envoyés à tous les militaires originaires de la commune, en même temps que sera expédié le mandat, suivant la belle et vieille tradition du 'Sou du Soldat'. Dans les autres municipalités, partout où il se trouve des élus communistes, ces derniers agiront pour que des décisions identiques soient adoptées.

Nous savons enfin que de nombreuses organisations, notamment les organisations syndicales, de femmes et de jeunes, d'anciens combattants et de résistants, ont décidé de développer leur activité dans ce domaine.

50. L'U.J.R.F. a décidé de convoquer, le 25 novembre le premier Congrès des Jeunes Classes. L'organisation et les buts de ce congrès sont définis comme suit (L'Avant Garde, 31-10 - 6-11-51)

"Peuvent participer d'abord les délégués des congrès départementaux.

"Là où il n'y a pas de congrès, les amicales des conscrits envoient directement leurs représentants.

"Toutes les organisations: syndicats, clubs sportifs, etc. sont invités à venir au congrès on y déléguant un ou plusieurs de leurs adhérents.

"Les jeunes, non organisés, et qui veulent participer à la discussion peuvent également être présents au congrès.

"En général, tous les jeunes conscrits, soldats (ceux qui en ont la possibilité), démobilisés, même s'ils n'étaient d'accord que sur quelques points de la charte, peuvent assister aux travaux du congrès et y participer activement.

"Le congrès a pour but de mettre sur pied l'organisation nationale des jeunes classes, de rédiger définitivement, en tenant compte de la discussion, la charte revendicative et de déterminer les moyens de la faire aboutir.

Ce premier congres n'a pas ete un succes pour les communistes. Moins de la moitié des departements de la metropole y etaient representes.

J. Le P.C.F. et le S.F.I.O.

51. Guy MOLLET, secretaire general de la S.F.I.O., dans une serie d'articles intitules 'Tour d'horizon' definit les motifs de l'actuel divorce entre le P.C.F. et la S.F.I.O. Ils se ramencent a des conceptions opposees de l'action proletarienne. L'obstacle capital a toute entente entre les deux partis est la sujotion des communistes francais a la tutelle russe. Toutefois, Guy MOLLET prevoit la possibilite de l'emancipation du P.C.F. de cette tutelle (Le Populaire du 3-4.11.51):

Quant a l'emancipation de la tutelle russe dont nous faisons une condition minima a toute cooperation avec le parti communiste il n'est pas prouve qu'elle ne s'accomplisse point un jour sur l'initiative meme des dirigeants moscovites. Parce qu'elle est une nation, l'URSS peut etre amenee en vertu d'engagements pris envers d'autres pays, a couper les liens qui enchainent les organisations communistes aux destinees de l'Etat russe. Parce qu'il est un chef d'Etat, Staline a le loisir de congedier, selon les besoins de sa politique, ses agents a l'etranger. Le Komintern a ete dissous parce que la Russie en guerre ne pouvait absolument pas se passer de l'aide occidentale. Le Kominform peut l'etre demain, par exemple, si les democraties libres sont devenues assez fortes pour imposer la paix. Il appartiendrait alors au 'parti communiste francais', delivre par la force des choses d'une emprise etouffante, de decider si le sort des travailleurs francais, si le sort du proletariat international, si l'avenir du veritable socialisme justifient de sa part le changement profond de moeurs, de methodes et de conduite sans lequel il ne saurait devenir ni vraiment communiste ni authentiquement francais. Il est meme permis d'esperer que, de l'intérieur ou de l'exterieur du parti communiste francais, des voix sans cesse plus nombreuses s'eleveront pour secouer la tutelle stalinienne et l'assujettissement a la Russie. Si ces conditions etaient reunies, alors les barrieres se leveraient d'elle-memes; c'est une perspective que la reaction de ce pays devrait avoir constamment a l'esprit; nous sommes, pour l'heure, le seul parti qui merite pleinement le titre de parti des travailleurs; nos adversaires de droite, paysans, 'independants' et autres moderes en conceivent, c'est bien naturel, du courroux et de l'amertume. Mais il faut qu'ils sachent - ne leur en deplaise davantage encore - que, le moment venu et, encore une fois, les conditions remplies, nous saurions faire, en retour, les gestes qui mettraient fin a la division ouvriere.

Alors la classe laborieuse cesserait de gaspiller ou, ce qui est pis, d'aliener une part de ses forces combattives. Enfin libre et unie, elle cesserait de lutter pour une cause qui n'est pas la sienne.

52. En reponse a Guy MOLLET, Robert BOUVIER, redacteur en chef de l'hebdomadaire central du P.C.F. (France Nouvelle du 10-11-51) affirme que c'est l'inquietude devant le courant unitaire, tant sur le plan politique que dans la lutte revendicative qui a pousse le secretaire general de la S.F.I.O. a commencer son tour d'horizon. BOUVIER polemise avec Guy MOLLET au sujet de son accusation de servilite du P.C.F. a l'egard de l'Union Sovietique. BOUVIER reafirme la fidelite inbranlable de son parti a l'U.R.S.S. et conclut:

En derniere analyse, les articles de Guy Mollet verifient bien involontairement cette verite formulee en 1927 par Staline: "Celui qui pense defendre le mouvement revolutionnaire mondial en dehors de l'URSS et contre elle, celui-la va contre la revolution et roule inevitablement dans le camp des ennemis de la Revolution."

53. De son cote Francois BILLOUX, membre du Bureau Politique et responsable de la Section centrale d'education et du Travail ideologique, repond (l'Humanite du 13-11-51) a Guy MOLLET en lui reprochant de vouloir detourner les travailleurs socialistes de l'unite d'action avec les communistes. BILLOUX analyse les arguments avances par le secretaire general du parti socialiste et presentes comme obstacles insurmontables a l'unite d'action. BILLOUX declare que la definition de 'gauche' et 'droit' donnee par Guy MOLLET est fort discutable mais il l'admet en y ajoutant cependant qu'on ne doit pas juger sur les paroles, mais sur les actes. Soya donc 'gauche' celui qui agira pour l'interet du proletariat et 'droite' celui qui agira en sens contraire. En admettant ce-ci, BILLOUX defie Guy MOLLET de citer un seul cas precis ou le parti communiste a agi a l'encontre des interets proletariens, et il rejette cette accusation sur la S.F.I.O.

Dans ces conditions l'argument de Guy Mollet sur l'action du Parti Communiste allant a l'encontre des interets proletariens, s'applique a son propre parti. Il est vrai que les militants socialistes, y compris des dirigeants locaux, n'acceptent pas de gait de coeur une politique dont ils constatent les mauvais resultats et cela les amene a s'unir avec tous les travailleurs, communistes ou non, pour combattre dans les faits la politique menee par leur propre parti. Par contre, il n'y a pas de divergences entre les militants communistes, quel que soit le poste, qui leur ait ete confie par leurs camarades, pour la bonne raison que du militant de base jusqu'au membre du Comite Central, tous ensemble ils luttent pour les interets de la classe ouvriere.

BILLOUX discute ensuite l'affirmation de Guy MOLLET que les socialistes ne sont pas des anticommunistes, mais des antistalinien, et declare que ces deux termes sont inseparables. BILLOUX accuse le parti socialiste d'etre le serviteur des interets de la grande bourgeoisie et le fourrier du fascisme. Il reproche a Guy MOLLET de pretendre que le P.C.F. fait lutter la classe ouvriere francoise pour une cause qui n'est pas la sienne, mais pour la seule cause de l'Union Sovietique. BILLOUX affirme que les interets de la classe ouvriere de tous les pays sont communs, qu'il ne peut y avoir aucune divergence d'interets, aussi petite soit-elle, entre, ~~entre~~ des proletaires de quelque pays qu'ils soient. Et quand dans un pays la classe ouvriere prend le pouvoir, la donnee fondamentale des interets communs des proletaires de tous les pays ne peut en etre changee pour cela, a condition qu'il s'agisse vraiment de la classe ouvriere au pouvoir. BILLOUX oppose a cet egard le parti bolchevik exerçant le pouvoir au parti travailliste en Grande-Bretagne. BILLOUX declare que chaque acte de l'Union Sovietique aide le proletariat francais et le devoir d'un parti qui a pour but la defense des interets de la classe ouvriere est d'etre fidele a l'Union Sovietique:

Il est impossible d'en etre autrement pour un parti quel qu'il soit:

- ou bien il est aux cotes de l'Union Sovietique et il defend les interets de sa classe ouvriere et l'indpendance nationale de son pays;
- ou bien il est contre l'Union Sovietique et il combat les interets de sa propre classe ouvriere et l'indpendance nationale de son pays.

Le Parti Communiste Francoise est l'illustration de la premiere attitude. Le parti Socialiste (S.F.I.O.) l'illustration de l'autre attitude.

Mais la difference fondamentale entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste peut-elle empecher les travailleurs communistes et socialistes de s'unir dans l'action, comme le pretend Guy Mollet? En aucune facon.

Prenons le programme en huit points propose le 7 octobre par le Comité Central du Parti Communiste Français pour retirer ses candidats en faveur de candidats plus favorisés. Il ne s'agissait pas la d'un programme de circonstances seulement pour les élections cantonales. Il reste absolument valable.

De qui s'agissait-il?

- (i) Conclusion entre les cinq grandes puissances (Etats-Unis, Union Soviétique, République populaire chinoise, Grande Bretagne et France) d'un pacte de paix ouvert a toutes les nations.
- (ii) Mise hors la loi de la bombe atomique.
- (iii) Retablissement de l'indépendance française et remise en vigueur de rapports commerciaux normaux avec tous les pays.
- (iv) Abrogation des lois antilairiques et dénonciation systématique devant l'opinion publique des partis qui ont voté des lois et de tous ceux sans exception qui se sont faits ou se font leurs complices.
- (v) Défense des libertés démocratiques et dissolution des groupes fascistes de guerre civile constitués sous l'égide du R.P.F.
- (vi) Augmentation des salaires et traitements avec application du salaire minimum garanti a 23,600 francs, échelle mobile et suppression des zones de salaires.
- (vii) Relevement des pensions, retraites et prestations familiales, ainsi que de la retraite des vieux et de l'allocation temporaire aux économiquement faibles.
- (viii) Retablissement de l'équilibre des prix agricoles et des prix industriels, limitation des prix des fermages et application aux métayers du partage aux deux tiers.

N'importe quel travailleur socialiste peut être d'accord avec un tel programme dont la réalisation n'aboutit pas a des solutions spécifiquement communistes, mais permet a la classe ouvrière de France et plus généralement a l'ensemble de son peuple, de se libérer de la nouvelle occupation étrangère, de la menace de guerre, de la misère et de la menace réelle et grandissante du fascisme.

Et même s'il n'est pas possible de s'entendre immédiatement sur l'ensemble de ce programme, n'est-il pas possible de lutter ensemble tout de suite sur quelques points de ce programme, voire même sur un seul?

Il est bien évident que si. Rien n'empêchera d'ailleurs que tout en luttant pour un point précis de ce programme la discussion se poursuive sur les autres points et même sur toutes les autres questions qui nous séparent.

En concluant, BILLOUX déclare:

Nous n'avons pas la prétention d'épuiser ici le débat entre socialistes et communistes. Il peut être poursuivi, mais il reste une chose; a qui profite la division entre communistes et socialistes? A la seule réaction. Donc celui qui, après avoir organisé la réaction, veut empêcher l'unité du prolétariat, c'est cela que ne peuvent accepter plus longtemps les travailleurs communistes et socialistes de se réaliser.

Le Parti Communiste, écoutant les appels sans cesse renouvelés de Maurice Thorez, continuera à tout faire pour que se réalise cette unité d'action qui est une exigence de l'heure pour la reconquête de l'indépendance nationale, pour barrer la route à la guerre, au fascisme et à leur cortège de misère.

K. L'UNITE D'ACTION

54. Les communistes continuent leurs efforts pour arriver à une unité d'action revendicative élargie à lutte contre le réarmement et pour le paix.

L'organe des Anciens F.F.I.-F.T.P.F. annonce (France d'abord) du 15 au 22.11.51.) la constitution d'un bureau provisoire de liaison de Mouvements de Résistance en vue de la lutte commune "contre l'impudence des traîtres, contre le réarmement de l'Allemagne et pour la satisfaction totale des droits des anciens résistants".

Ce bureau est composé de:

- LAURENT, de l'A.N.O.S.O.R.
- REVIRON, du Comité de liaison du 19^{ème} arrondissement.
- ALEKAN, du Comité d'Union de la Résistance du 9^{ème} arrondissement;
- LAUGA, du Comité d'Union de Clichy, vice-président de l'U.N.F.F.I. de Clichy.
- TOLLET André, président du Comité parisien de Libération
- LASSUS, secrétaire départemental de la Seine de l'Association nationale des anciens F.F.I.-F.T.P.F.
- LEGAGE, des Forces Navales Françaises Libres;
- DELOCHE, du Comité d'Union de la Résistance de Colombes.

55. Un autre exemple de collaboration avec les communistes est donné par la constitution, le 10.11.51. d'un "Comité de défense des intérêts des cadres, ingénieurs, agents de maîtrise et assimilés". C'est à la suite des menaces de suppression du plafond pour le calcul des cotisations de Sécurité sociale que les organisations C.G.T., C.F.T.C., F.O. et Indépendants cadres ont décidé de constituer ce Comité. (Franc-Tireur du 12.11.51.)

56. D'autre part les représentants de la C.G.T., C.F.T.C., F.O. et des Associations familiales au Conseil Economique ont adopté la résolution commune pour la réduction des abattements de zone dans l'agriculture. (L'Humanité du 13.11.51.)

57. Il faut constater aussi un certain rapprochement entre le "Front économique", dont le secrétaire général est M. GINGEMBRE, le leader des petites et moyennes entreprises, et le P.C.F. M. GINGEMBRE a adressé, le 8.11.51. une lettre circulaire et le programme du "Front Economique" à toutes les organisations intéressées et il a eu soin de ne pas omettre le P.C.F. En y répondant, Jacques DUCLOS s'est empressé d'écrire à M. GINGEMBRE que les députés communistes tiennent à indiquer que leur programme

"Coincide, sur un certain nombre de points, avec le programme du FRONT ECONOMIQUE".

58. Les fédérations C.G.T., C.F.T.C. et les syndicats autonomes des Finances appellent, dans une déclaration commune, (L'Humanité du 21.11.51.) les personnels financiers à renforcer leur union et à constituer dans tous les départements des comités de liaison des Finances.

59. Mais le succès le plus important a été remporté par les communistes à la Commission supérieure des Conventions collectives. Le 21 novembre, les représentants de toutes les confédérations syndicales ouvrières et des associations familiales, ont ensemble, obtenant ainsi et pour la première fois la majorité de la Commission, voté pour la fixation immédiate d'un nouveau salaire minimum national interprofessionnel garanti tenant compte du coût de la vie. Egalement ensemble, ils ont demandé au ministre du Travail la convocation à cet effet, au plus tard le 1-er décembre, de la Commission supérieure des conventions collectives.

Henri RAYNAUD, secrétaire de la C.G.T., écrit à ce sujet (l'Humanité du 27.11.51.)

"La Confédération Générale du Travail salue l'union ainsi réaliste pour la défense du pouvoir d'achat des salaires et groupant non seulement tous les représentants ouvriers à la Commission, mais aussi ceux des associations familiales, et élargissant ainsi le résultat obtenu le 31 août 1951 en faveur des 23.600 francs comme salaire minimum national interprofessionnel garanti.

"Cette heureuse décision d'ensemble est une expression au sommet de la volonté d'union et de la position revendicative commune de tous les travailleurs. Ceux-ci surent l'exprimer avec une force considérable par l'envoi de milliers d'ordre du jour, de télégrammes et même de centaines de délégations venues des entreprises et des syndicats au ministère du Travail, qui rassemblerent dans les signatures, et aussi dans les délégations des travailleurs de toutes organisations syndicales et inorganisés.

"La classe ouvrière unie a ainsi clairement exprimé sa volonté d'obtenir le maintien et même l'amélioration indispensable de son pouvoir d'achat."

RAYNAUD annonce que le C.G.T. entend sans retard solliciter les contacts et réunions communes pour obtenir une position commune avant la convocation de la Commission supérieure en séance plénière au plus tard le 1-er décembre. Il déclare que le contact à cet effet a d'ores et déjà été pris avec la C.F.T.C.

60. La tentative du gouvernement d'imposer un ticket modérateur de 15% sur le prix des produits pharmaceutiques pour les caisses minières des groupes de Lens, Oignies et Douai avait provoqué un mouvement grégiste dans les fosses du Nord et du Pas-de-Calais. Les mineurs s'insurgèrent pour défendre la gratuité des médicaments, leur vieille conquête datant de 1894. Profitant de ce mouvement général de révolte, la C.G.T. a lancé, le 13 novembre, un appel à la grève totale. Les syndicats F.O. et C.F.T.C. malgré l'opposition de leurs directions nationales ont répondu à cet appel et la grève a été victorieuse. Auguste LECOEUR se réjouit de ce succès (l'Humanité du 28.11.51.)

"La première tentative gouvernementale pour porter atteinte à la Sécurité sociale a été mise en échec par les ouvriers mineurs.

"Après quelques jours de grève menée par cette corporation, le gouvernement fut contraint à la capitulation. Cette victoire des mineurs est d'une importance exceptionnelle, elle a stoppé l'application des dispositions générales que le gouvernement comptait prendre d'urgence contre la Sécurité Sociale. Par conséquent, ce n'est pas

/seulement une victoire.....

seulement une victoire des mineurs, mais de tous les travailleurs de notre pays.

"Voici les faits:....."

LECOEUR se réjouit particulièrement du fait que

"Non seulement les ouvriers de F.O. et de la C.F.T.C. ont répondu unanimement à l'appel à la grève lancé par la C.G.T., mais ils restèrent sourds aux appels à la division de leurs dirigeants.

"Mieux, les militants F.O. et C.F.T.C. des sections syndicales constituèrent des comités d'unité d'action avec leurs camarades de la C.G.T. et prirent en main la direction du mouvement; la C.G.T. ayant décidé qu'il appartenait à ces comités d'unité de diriger la grève en pleine souveraineté."

Et il conclut:

"En résumé, le gouvernement a subi un échec retentissant dans sa politique de réaction sociale. Tous les travailleurs de France peuvent donc, comme les mineurs, empêcher que soit portée atteinte à la Sécurité sociale.

"Il convient, pour cela, de ne pas se contenter d'affirmations mais de préparer la riposte dans chaque syndicat et dans chaque usine,

"L'Unité a avancé à pas de géants. Elle se développe dans le bassin minier, les mineurs ayant, une fois de plus, fait l'expérience qu'unis ils étaient invincibles.

"La C.G.T. est apparue aux yeux de tous comme la seule organisation indépendante et dont le seul souci est la défense des travailleurs, alors que les dirigeants socialistes C.O. et C.F.T.C. ont découvert un peu plus leurs visages de sèches serviteurs de la politique réactionnaire du gouvernement.

"Autant de conditions qui permettent aux mineurs de renforcer leur organisation syndicale, leur unité et de préparer d'autres victoires."

PART V - COLONIAL ISSUES

61. Les représentants des partis communistes algérien, marocain et tunisien réunis à Alger, le 5 novembre 1951, ont publié une déclaration (l'Humanité du 12.11.51.) dans laquelle ils affirment qu'il est possible de faire échec aux plans d'oppression accrue et aux préparatifs de guerre impérialistes, qu'il est possible d'avancer rapidement dans la voie de la libération effective des trois pays:

"Pour cela, il importe de développer dans chaque pays l'action unie de tous les patriotes et progressistes, sans exclusive, en vue de la réalisation des revendications nationales, tout en renforçant la solidarité à l'égard des peuples frères luttant eux aussi pour leur libération.

Dans le moment présent cette solidarité doit s'accroître en faveur du peuple égyptien en lutte pour son indépendance totale.

Elle doit se manifester par une action résolue contre la guerre du Viet-Nam dans laquelle tombent chaque jour, pour le seul profit de leurs oppresseurs, des Algériens, des Marocains et des Tunisiens.

Elle doit s'intensifier, en Algérie et en Tunisie en faveur du peuple marocain, au moment où une répression sanglante s'abat sur lui et où la question marocaine est portée devant l'O.N.U."

Et la déclaration conclut:

"A cet égard, il convient de préparer activement en Algérie, au Maroc et en Tunisie la conférence des pays du Proche et Moyen-Orient et d'Afrique du Nord qui doit se tenir au Caire en janvier 1952, sous l'égide du Mouvement mondial pour la paix, qui sera d'un apport considérable dans la lutte des peuples coloniaux et dépendants.

C'est dans cette voie que doivent s'engager résolument les peuples algérien, marocain et tunisien. Car c'est la voie, la seule voie de leur indépendance nationale."

Cette déclaration est signée de : Larbi BOUHALLI, pour le Parti Communiste Algérien; de Ali YATA, pour le Parti Communiste Marocain et Mohamed ENNAFAA, pour le Parti communiste Tunisien.

62. Dans le même numéro l'Humanité publie la déclaration de Mohamed ENNAFAA, secrétaire du Parti communiste Tunisien, sur l'unité d'action en Tunisie:

"Nombreux sont à présent les patriotes tunisiens, et pas seulement les communistes, qui se rend compte du caractère illusoire de la politique de négociations. Les événements actuels du Moyen et Proche-Orient ont projeté une vive clarté dans les esprits. Si bien que dans le moment présent, ce qui caractérise la situation en Tunisie, c'est le grand courant d'unité d'action pour la lutte antimpérialiste sous des formes multiples; grèves ouvrières, campagne de signatures pour un pacte de Paix, manifestations anti-impérialiste."

/PART VI.....

PART IV - INTERNATIONAL CONTACTS

A. Conférence économique internationale

63. L'organe officieux du Conseil national de la Paix (Action du 8 au 14.11.51.) publie la composition actuelle du Comité d'Initiative de la Conférence économique internationale de Moscou, présidé par le professeur polonais Oscar LANGE:

"Le Comité d'Initiative, dont le professeur polonais Oscar LANGE est le président, est composé actuellement des membres suivants:

AUTRICHE - L. DOBRETSEBERGER (ou J. BROTSBERGER), ancien ministre, professeur chargé des cours de l'économie politique à l'Université de Graz;

BELGIQUE - Walter BOURGEOIS, professeur chargé des cours d'économie politique à l'Université de Bruxelles; Emile CAVENAILLE, industriel

BRESIL - Otto Rocha E. SILVA, constructeur et industriel;

CHILI - Guillerma de PEDREGAL, ancien ministre, industriel;

CHINE - Wu Chao NONG, directeur général de la Compagnie Commerciale; Chi Chao TING, économiste, membre de l'Académie des Sciences chinoise; Ma Yin CHU, président de l'Université de Pékin; Nan Lan CHEN, directeur général de la Banque Nationale de Chine;

CUBA - Jacinto TORRAS DE LA CRUZ, économiste;

TCHÉCOSLOVAQUIE - Otokar POHL, directeur général de la Banque d'Etat Tchécoslovaque, Prague;

FRANCE - Albert SAUVY, membre du Conseil économique, directeur de l'Institut National des Etudes démographiques, Pierre LEBRUN, membre du Conseil économique, secrétaire de la Confédération Générale du Travail (C.G.T.) Robert CHAMBEIRON, ancien député progressiste à l'Assemblée Nationale française.

ALLEMAGNE - Heinrich KRUMM, industriel, et Kuckohff, président de la "Deutsche Notenbank", à Berlin;

GRANDE-BRETAGNE - Joan ROBINSON, lecteur chargé des cours d'économie politique à l'Université de Cambridge; Wilford BROWN, industriel.

INDE - Perstonji A. WADIA, professeur chargé des cours d'économie politique à l'Université de Bombay; Indulal YAJNIK, président de l'Union paysanne;

IRAN - Hossien DARYOUCHE, commerçant;

ITALIE - Stagio STEVE (ou Sergio STEVEN), professeur chargé des cours d'économie politique à l'Université de Venise; Oscar SPINELLI, président de la "Lega Nazionale delle Cooperative";

JAPON - Yoshitaro HIRANO, membre de l'Institut chinois et de l'Association scientifique;

HOLLANDE - Cohen STUART, banquier;

PAKISTAN - Iftikar Ud DIN, membre de l'Assemblée Constituante, propriétaire du "Pakistan Times";

POLOGNE - Oscar LANGE, ancien ambassadeur, professeur à l'école de la planification et des statistiques, à Varsovie;

ROUMANIE - Alexandre BARLADEANOU, professeur chargé des cours d'économie politique;

UNION SOVIÉTIQUE - Konstantin OSTROVITINOV, directeur de l'Institut économique à Moscou; Michel NESTEROV, président de la Chambre de Commerce de l'Union Soviétique; VLASNITCHKOV, président de "Exportles" (organisation pour l'exportation et l'importation du bois et de ses produits); Vasili KUZNETSOV, président du Conseil Central des Syndicats de l'Union Soviétique.

SYRIE - Marouf DAWALIBI, ancien ministre et économiste."

B. Congrès de la Paix des Pays nordiques

64. Sur l'initiative d'un groupe de personnalités de Suède, de Finlande, de Norvège, du Danemark et d'Islande, un Congrès de la Paix des pays nordiques se réunira le 30 novembre prochain à Stockholm pour discuter les questions suivantes: 1. Le Nord sous la menace de la guerre; 2. La lutte pour la paix dans le nord de l'Europe.

La presse des pays scandinaves et de Finlande a publié un appel du groupe d'initiative chargé de la convocation du congrès; les personnalités suivantes ont signé l'appel: HORNSRUD, ancien premier ministre; Mmo MANSTEEN, ancien ministre (Norvège); GERANSSION, architecte; HECTOR, pasteur;

MARTINSSON....

MARTINSSON, écrivain(Suède); MELITTI, gouverneur; TOLSA, pasteur; IVERSEN, professeur; OLSEEN, écrivain; SNEELMAN, acteur; Mme GRONSTRAND, présidente de la section de TURKU de la Ligue féminine internationale de lutte pour la paix et la liberté(Finlande); MOG, professeur; RASMUSSEN, délégué principal des ouvriers(Danemark); LAXNESS, écrivain(Islande) et de nombreux autres représentants des pays du Nord.

64. La délégation C.G.T. en U.R.S.S.

65. La délégation syndicale cégétiste qui s'est rendue en Union Soviétique à l'occasion du 34ème anniversaire de la Révolution d'Octobre, vient d'informer (Le Peuple du 8 au 14.11.51.) le Bureau confédéral de la C.G.T. de l'accueil enthousiaste et chaleureux qu'elle a reçu à son arrivée à Moscou.

Cette délégation, conduite par Lucien MONJAUVIS, secrétaire de l'U.D. des syndicats C.G.T. de la région parisienne, est composée de:

Marcel ANDREANI, secrétaire du syndicat des dockers des Bouches-du Rhone

LAGAGNEUX, F., secrétaire de l'U.D. de la Seine-Inférieure.

REYLAND, de la CIMA WALNUT.

MOREUW, Maurice, secrétaire du syndicat des métaux de Courbevoie.

WASSELIN, Francine, membre de la C.A. de l'U.D. du Pas-de-Calais.

Joseph ACHENZA, du bâtiment de Marseille.

BOUTHOT, Marcelle, des industries chimiques de la région parisienne

HILLION Denise, du syndicats des employés de commerce de la région parisienne.

Georges ANDRICQ-WALLUT de Roubaix, secrétaire de la Fédération des Services publics, qui devait faire partie de cette délégation, ne pouvait partir étant tombé malade quelques jours avant le départ.

Outre cette délégation confédérale, une délégation corporative des cheminots, présidée par SEGUY, qui séjourne actuellement en Union Soviétique, participera également à cet anniversaire à Moscou.

PART VII - MISCELLANEOUS

Lettre à Mr. SMITH de Charles FAVREL

66. La revue ESPRIT, dont le rédacteur en chef est Jean Marie DOMENACH, publiciste catholique aux penchants progressistes, vient de publier (Esprit de novembre 1951) une lettre ouverte aux Américains de Charles FAVREL, intitulée: "Lettre à Mister Smith". FAVREL avait été envoyé en Corée par le journal "Le Monde", et sa lettre contient les conclusions qu'il a tiré de son séjours là-bas. Il accuse les Américains de n'être pas humains:

"Vous n'êtes pas humains, parce que cette guerre de Corée dont vous n'arrivez pas à vous dépêtrer, vous l'avez conduite avec une féroce, une hargne, une insensibilité froide, qui ont indigné et stupefié le monde."

FAVREL doute que cette guerre ait été cause par l'agression des Nord-Coréens:

"Aussi, lorsque les Nord-Coréens affirment que les Sudistes ont, les premiers, franchi le 38ème parallèle, on n'a pas le droit de rejeter leurs allégations sans y regarder de plus près, et s'il devait apparaître que ce sont les Nordistes qui ont eu l'initiative de l'attaque, la stricte honnêteté nous obligerait à reconnaître qu'ils n'ont fait que prendre de vitesse les projets avoués de leur adversaire.

"D'ailleurs, Mister Smith, lorsqu'il s'agit de se prononcer sur les responsabilités d'actes d'agression, comment ne pas se souvenir de la tactique employée par les U.S.A. pour contraindre le Japon à la guerre? Dans son livre, President Roosevelt and the coming war, publié sous le patronage de l'Université de Yale, l'écrivain américain George MORGENSTERN rapporte que le President Roosevelt a tout mis en oeuvre pour amener le commandement suprême japonais à porter le premier coup, afin que l'opinion américaine put accepter la guerre contre les puissances de l'axe. Et, dans son journal, Stimson a noté: 'La question était de savoir comment nous pourrions manoeuvrer les Japonais pour les placer dans l'obligation

à tirer le premier coup de feu. Ce fut une difficile affaire...!

"Ce fut, le 16 novembre 1941, la mise en demeure du secrétaire d'Etat Hull qui, dans l'état des négociations diplomatiques, ne pouvait que provoquer une attaque japonaise immédiate et brusquée. Cette mise en demeure fit dire à Sir Robert CRAIGIE, ambassadeur d'Angleterre à Tokio: 'Quiconque connaissait la mentalité du peuple japonais comprenait qu'une telle note, présentée d'une telle manière, à un tel moment, devait profondément blesser sa susceptibilité et provoquer la rupture des négociations.'

"Ce fut, le 7 décembre 1941, Pearl Harbour dont on vous a dit, Mister Smith, que ce fut une inqualifiable et brutale agression... Singulière agression que vos dirigeants d'alors cherchaient à provoquer depuis des jours et des semaines! Et vous voudriez, Mister Smith, que nous accordions encore, les yeux bandés, quelque crédit aux affirmations de vos gouvernants?

"Et vous pensez peut-être que leur politique, votre grande politique de l'organisation du monde "made in U.S.A." est un monument d'intelligence qui doit nous arracher des cris d'admiration."

FAVREL nie l'attitude agressive de l'Union Soviétique:

"Et puis cette attitude agressive de l'U.R.S.S., dont vous nous rabatez les oreilles, êtes-vous bien sûr, Mister, Smith, de ne pas l'avoir inventée pour les besoins de votre cause? Il y aurait beaucoup à dire sur les fausses nouvelles qui circulent de ce côté-ci du réseau de fer quant aux soi-disant préparatifs auxquels se livreraient l'U.R.S.S. et ses satellites. Je suis allé dernièrement en Pologne et, contrairement aux affirmations répandues dans le monde occidental, j'ai trouvé un pays tout entier enrôlé dans la lutte pour la paix, mobilisé dans une gigantesque reconstruction qui ne peut être le fait d'un peuple ayant une arrière-pensée d'agression."

FAVREL nie aussi l'agression chinoise en Corée:

"La Chine agresseur? Mettez-vous à la place de la Chine qui voit arriver sur sa frontière une belliqueuse armée dont les avions caracolent dangereusement et laissent parfois tomber, par inadvertance, quelques bombes et l'autre côté du Yalu, une armée dont le potentiel guerrier et la puissance de feu sont tels que la Chine peut redouter qu'elle ne constitue la première vague d'opérations plus grandioses devant s'étendre à tout le continent asiatique."

FAVREL ne borne ses accusations au gouvernement des Etats-Unis, il rend l'ensemble du peuple américain responsable de la guerre de Corée:

"Depuis un an vous donnez au monde l'attristant spectacle d'une nation inhumaine, poursuivant l'impitoyable vengeance d'une humiliante blessure d'amour-propre. Je dis bien nation, Mister Smith, car vos gouvernants ne sont pas seuls responsables. Ils ont marché dans le sens que leur indiquait une opinion publique exaspérée, dont le sentiment s'exprimait dans les meetings, les journaux, et les pétitions. Et cette opinion a décidé l'extermination d'un peuple coupable d'avoir vu fuir les G.I.s."

En poursuivant ses accusations d'agression préméditée, FAVREL affirme que l'emploi de la bombe atomique à Hiroshima et Nagasaki n'avait pas été dicté par la nécessité stratégique, mais qu'il s'agissait d'un essai que les Américains ont voulu faire avant que le Japon se rende. Pour appuyer cette affirmation, FAVREL cite le livre "Journey to the Missouri", écrit par TOSHIKAZU KASE, diplomate japonais, confident du prince KONOYE:

M. TOSHIKAZU KASE qui assista à la signature du protocole d'armistice à bord du Missouri, devait recevoir plus tard les correspondants de guerre alliés arrivés à Tokyo; comme on lui demandait qui avait décidé de la reddition du Japon, la bombe atomique ou l'entrée en guerre de la Russie, il déclara: 'La réponse est délicate. Il restera probablement toujours un point discutable. Mais pour nous qui connaissions l'évolution interne de la situation, il semble que ni l'une ni l'autre n'ait changé le cours de la guerre. Il est certain que nous nous serions rendus, le moment venu, sans le terrifiant chatiment de la bombe ou le terrible choc psychologique de l'attaque russe. Malgré tout, il ne peut pas non plus être nié que les deux ensemble, la bombe et les Russes, facilitèrent notre reddition. Sans eux, l'armée aurait essayé de prolonger la résistance.'

/Et FAVREL conclut:....

Et FAVRELL conclut:

"Le drame de l'époque est le conflit de deux crises de croissance qui se mesurent et se provoquent. Votre drame, c'est la crise d'un chien fou qui cherche à mordre pour se faire les dents. L'âge vous assagira, vous donnera l'expérience et la modestie qui vous manquent. Vos pilotes ne regarderont plus les mondes inférieurs de l'oeil indifférent du bombardier stratosphérique. Ils cesseront de penser que le Louvre pourrait faire un joli tas de ruines et ils découvriront le charme de remonter en fiacre le passé des Champs Elysées.

"Le tout, c'est de gagner du temps, d'apaiser toutes ces peurs qui rendent les nations féroces en leur donnant des complexes de bêtes traquées. En insistant longuement sur les aspects exclusifs et inhumains du comportement américain, j'ai voulu vous expliquer, Mister Smith, pourquoi vous représentez à nos yeux le danger No. 1. L'autre danger, celui de l'Est, nous paraît infiniment plus lointain, plus faciel à conjurer. De ce côté-là, l'Europe peut voir venir, elle a conscience d'être pour le moujik vorace, un os dur à avaler qui lui resterait en travers de la gorge. Elle sait bien que les Russes ne tiennent pas tellement à se frotter à la civilisation occidentale, elle sait que l'heure de sa décadence n'a pas encore sonné, que le monde aura, pour longtemps besoin de sa présence, et qu'il est d'autres moyens qu'une guerre pour combattre et vaincre l'erreur.

"D'ailleurs cette guerre-là manquerait son but. Elle signifierait pour l'Europe une invasion, des hécatombes, des ruines et de sanglants remous politiques que les peuples n'auraient pas la force morale de supporter!"